

# *l'Anti*capitaliste

n°349 | 8 septembre 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**TOUT LE MONDE DÉTESTE CE GOUVERNEMENT PS-MEDEF**

**LE 15  
SEPT.**

**ET  
APRÈS**

**ON LÂCHE RIEN !**

Œuvre réalisée par le street-artist JR sur le port du Havre le 13 juin 2016.

## Dossier

**GRANDS PROJETS  
INUTILES IMPOSÉS  
ET NUISIBLES** Pages 6 et 7

## ÉDITO

**Allemagne: après Merkel,  
le déluge?**

Page 2

## PREMIER PLAN

**Gabon: Ali Bongo  
et les quarante voleurs**

Page 2



## ACTU INTERNATIONALE

**Europe: offensive générale  
contre les migrants!**

Page 5

## LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Edwy Plenel**

Page 12



Par BERTOLD DU RYON

## Allemagne: après Merkel, le déluge?

Est-ce le début de la fin de la chancelière Angela Merkel? C'est en tout cas ce que prédisent bon nombre de commentateurs et commentatrices allemands. Suite à l'échec cuisant du parti de la chef de gouvernement, la CDU, aux élections régionales de Mecklembourg-Poméranie occidentale en ex-RDA<sup>1</sup>, la question est posée. Au journal télévisé de la première chaîne publique de la télévision allemande ARD, un commentaire faisait même état d'une « fin de règne »...

Depuis la Chine où elle se trouvait pour assister au G20, la chef de gouvernement allemand, en place depuis 2005, a d'ailleurs confirmé cette impression généralisée en déclarant: « Les politiques ont besoin de regagner la confiance de la population, moi-même en premier lieu. »

Déjà fin août, Merkel avait refusé de répondre à une question de journalistes visant à savoir si elle allait se représenter aux élections fédérales programmées en septembre 2017.

À l'heure où le thème central du débat politique allemand est devenu l'immigration et/ou la place de l'islam, la chancelière est critiquée de toutes parts pour « avoir laissé entrer » des centaines de milliers de réfugiés. C'était il y a tout juste un an, fin été 2015. La Grèce ne retenait plus les migrants arrivant sur les îles de la mer Égée, et un nombre important de réfugiés avait commencé à traverser les Balkans à pied avant d'échouer en Hongrie. Pour éviter les drames qui se profilaient à l'horizon, le gouvernement fédéral allemand avait donc décidé dans l'urgence de les accueillir. Un geste à l'époque plutôt salué par un patronat allemand qui avait fait ses calculs: au cours des prochaines années, 13 millions de salariés prendront leur retraite, mais seulement sept millions de jeunes arriveront sur le marché du travail, cela dans une société allemande qui fait très peu d'enfants.

Cette décision avait donc été dictée par des choix rationnels, mais elle est aujourd'hui dénoncée de presque toutes parts, le parti social-démocrate (SPD) doublant parfois la chancelière sur sa droite pour des bas calculs électoraux. Le grand gagnant du scrutin régional de dimanche est le parti d'extrême droite AfD. La polarisation actuelle prédit un proche avenir politique plutôt sombre.

# À la Une

## Tout le monde déteste ce gouvernement PS-Medef

# Le 15 septembre et après, on lâche rien!

Les agendas se remplissent, annonçant ce que les unEs et les autres veulent faire de ces prochains mois...

Il y a ceux qui se bousculent pour l'élection présidentielle. Sarkozy énumère ses obsessions: les migrants: « Calais redeviendra une ville avec un potentiel »; Nuit debout et les zadistes: « Le 7 mai la place de la République sera débarrassée, Notre-Dame-des-Landes libérée... »; les fonctionnaires et derrières eux tous les salariés: « Je veux moins de fonctionnaires donc ils vont travailler plus ». Des obsessions certes sarkozystes, mais largement partagées! La multiplication des candidats, à droite comme au PS, ou la très médiatisée démission de Macron sont le reflet de la crise profonde non seulement du gouvernement mais de tout le système politique.

L'agenda du pouvoir est plus que jamais militaire, sécuritaire et raciste, instrumentalisant l'émotion légitime provoquée par les tragiques événements de Nice et de Saint-Étienne-du-Rouvray. Tout ce beau monde voudrait bien finir avec la mobilisation contre la loi travail et clore définitivement ce qui est pour eux une parenthèse désagréable. Signe de cet espoir qu'ils ont en commun, la réapparition de Marine Le Pen qui nous fait le coup de la « France des oubliés »...

### Notre agenda anti-répression

Le 31 août à l'aube, la police a embarqué deux dockers CGT du Havre pour les placer en garde à vue au motif de « violence en réunion »... dans le cadre de la manifestation

### RENTREE SOCIALE



nationale du 14 juin dernier! Provocation? Volonté de tester les capacités de réaction dans une ville particulièrement en pointe dans la mobilisation du printemps? La riposte n'a pas tardé. Le port a été paralysé par une grève totale jusqu'à la sortie des syndicalistes en fin de journée. Une nouvelle date, le 25 novembre, jour où les deux dockers sont convoqués devant le tribunal correctionnel de Paris, pour « violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique » vient donc s'ajouter à notre agenda déjà bien rempli contre la criminalisation de l'action syndicale.

Les Goodyear seront jugés le 19 octobre en appel à Amiens, et les quinze d'Air France comparaitront devant le tribunal correctionnel de Bobigny ces 27 et 28 septembre, pour l'affaire de la chemise arrachée. L'agenda anti-répression, ce sont aussi des dizaines de manifestantEs poursuivis par une justice revancharde qui tente ainsi de faire oublier les violences policières qui

se sont déchaînées tout au long de ces quatre mois de mobilisation. Il faudra répondre massivement à chacun de ces rendez-vous. Mais plus encore, il faut construire une riposte large, unitaire, car la répression n'est pas un dommage collatéral de la politique antisociale, elle constitue l'un des piliers du « monde de la loi travail » qui est partout, dans et hors des entreprises, dans les quartiers, antidémocratique et répressif.

### Ensemble, ce 15 septembre et après...

Le gouvernement, la droite, l'extrême droite aimeraient bien tourner la page « sociale », mais la lutte des classes contre les salariéEs ne fait pas de pause. Ainsi, pour réaliser 35% de marge, la direction de SFR est prête à supprimer 4145 emplois, ce qui a entraîné une journée de grève... Au Centre hospitalier du Rouvray, c'est à l'aggravation des conditions de travail et de la précarité que les

salariés ont répondu à par la grève reproductible.

La journée de grève et de manifestations intersyndicale du jeudi 15 septembre sera évidemment un test. Elle est préparée activement pour convaincre de se mobiliser en masse pour l'abrogation de la loi travail, toujours aussi rejetée et illégitime.

La multiplication des rendez-vous des Nuits debout et des différents collectifs partout dans le pays, les rassemblements qui ont accueilli le meeting du PS à Colomiers ou réclamé « la séparation du Medef et de l'État », la préparation de la riposte à toute tentative de coup de force à Notre-Dame-des-Landes, sans oublier les ripostes antiracistes, contre l'islamophobie ou le travail de solidarité avec les migrantEs – à Calais ou ailleurs –, tellement indispensables dans le climat nauséabond actuel... toutes ces initiatives montrent que nous sommes des milliers déterminés à combattre ce gouvernement et toute sa politique. Mais nous ne gagnerons pas seuls nous devons mettre toutes nos énergies à convaincre et à élargir encore et encore nos mobilisations.

Nous avons toutes et tous intérêt à croiser nos expériences, à soutenir mutuellement nos combats et nos engagements, parce qu'ensemble, nous sommes bien sûr plus forts, mais surtout parce qu'ensemble, nous pouvons imposer notre propre agenda, nos propres sujets sociaux, écologiques, démocratiques, contre tous les projets nuisibles de leur monde capitaliste. Nous pouvons travailler à construire une force pour nous représenter nous-mêmes, pour récupérer l'espace politique squatté par ceux qui ne nous représentent pas mais continuent à décider en notre nom.

Christine Poupin

## BIEN DIT

Même si l'on peut bien sûr être en désaccord avec certaines analyses ou certains modes d'action, [le discours porté par les antiracistes politiques] contribue le plus souvent à déconstruire les raisonnements simplistes sur le choc des civilisations. (...) Les publications de Sihame Assbague, Marwan Muhammad ou Philippe Marlière censurées par Facebook visaient justement à dénoncer le racisme latent dans la réponse politique et médiatique faite aux attentats. Chacun a évidemment le droit de critiquer ces analyses (...), mais de là à nier leur légitimité et plus encore à les censurer, il y a un fossé qu'une société démocratique ne devrait pas franchir.

Extraits du communiqué de presse « Sur Facebook, les militantEs antiracistes victimes de censure », publié par LA QUADRATURE DU NET lundi 5 septembre, suite à une censure exercée par le réseau social sur plusieurs publications.

## GABON

# Ali Bongo et les quarante voleurs

Une Assemblée nationale incendiée par des manifestantEs en colère; au moins sept morts jusqu'à ce lundi, jour où régnait une accalmie provisoire; entre 800 et 1100 arrestations selon des sources officielles, c'est-à-dire des voix du régime qui s'efforçait d'ajouter que la répression visait « des pilleurs »... Voilà le bilan provisoire des affrontements qui ont suivi l'annonce faite, mercredi 31 août, de la prétendue victoire du président gabonais Ali Bongo.

Le Gabon constitue un « pays pauvre de ses richesses », à l'instar de plusieurs autres États anciennement colonisés.

### Mainmise sur le gâteau pétrolier

Riche en pétrole – principalement exploité ici par le groupe français Total –, en fer, manganèse, uranium et en bois, cette république située au niveau de l'équateur en Afrique centrale et sur la côte Atlantique

ne compte qu'environ 1,8 million d'habitantEs. Cette combinaison entre une population faible et un sous-sol riche garantit dans d'autres pays, bien qu'ils soient gouvernés par des dictatures, une satisfaction relative des besoins matériels de leurs habitantEs (à l'instar de plusieurs pays arabes du Golfe, bien qu'il y existe un prolétariat immigré surexploité).

Ce n'est pas le cas du Gabon, où les systèmes d'éducation et de santé

publiques se trouvent dans un état déplorable. Même la Banque mondiale évoque un tiers des citoyenEs vivant en dessous du seuil de pauvreté, mais en réalité, la misère sociale est encore plus répandue. Les recettes pétrolières se partagent entre une couche sociale bénéficiant des largesses du régime et des élites françaises, dont les agissements au Gabon ont un temps été mis au grand jour par l'« affaire Elf » (de 2001 à 2003).

### Affaires de famille

La même famille régit le pays depuis 1967. Au père Omar Bongo, décédé en juin 2009, après 42 ans de présidence (un record de longévité qu'il partageait avec le libyen Kadhafi), a succédé son fils et ex-ministre de la Défense, Ali Bongo. La première « élection » officielle de celui-ci, fin août 2009, s'était déjà mal passée: quinze morts dans des manifestations et leur répression, surtout dans la ville portuaire de Port-Gentil.



# Un monde à changer

**QUI VEUT GAGNER DES MILLIARDS?** Une pantalonnade semble en train de se jouer dans l'Union européenne: la Commission européenne, présidée par un ancien monteur de meccanos d'évasion fiscale, inflige une pénalité de 13 milliards d'euros à Apple au profit de l'Irlande... qui d'abord a refusé cet argent puis réfléchit.

En novembre 2014, Jean-Claude Juncker était président de la Commission depuis quatre jours quand éclate le scandale des «Luxleaks» qui décrivait comment le Luxembourg (dont il avait été Premier ministre pendant 18 ans...) avait favorisé l'évasion fiscale des multinationales. Aujourd'hui, les populations contestent de plus en plus cette logique néolibérale, et la Commission veut donc montrer qu'elle fait quelque chose contre les multinationales.

Dès 1991, Apple avait passé un accord avec l'Irlande lui permettant de ne payer qu'environ 2% d'impôts par an (voire moins) sur les profits réalisés par deux de ses filiales locales, cela alors que le taux d'imposition officiel des entreprises en Irlande est de 12,5%. Apple faisait remonter dans ces

deux sociétés (qui n'ont ni bâtiment ni employé) la totalité des bénéfices réalisés en Europe et même une partie de ceux effectués en Afrique, au Moyen-Orient et en Inde. Les perdants de l'histoire sont donc aussi des États européens et certains pays peu développés.

En fait, l'Irlande a sans doute accepté de dealer avec Apple car la société y a, par ailleurs, de vraies activités qui emploient 5000 salariéEs et pour lesquelles elle paye l'impôt sur les sociétés (au taux de 12,5%, particulièrement bas par rapport aux autres pays). Malgré l'incompréhension de la population et de certains ministres, le gouvernement irlandais refuse les 13 milliards (correspondant à ce qu'Apple aurait dû payer avec le taux officiel)... qui représentent pourtant 23% de son budget annuel! Sa principale préoccupation est de continuer à apparaître comme un partenaire fiable des multinationales américaines. Au-delà des aspects grotesques de cette histoire, on retrouve un cas de figure classique: les puissants utilisent toutes les ficelles pour échapper à l'impôt, avec des gouvernements complices ou qui regardent ailleurs.

## PS ET GOUVERNEMENT **Le rat quitte le navire!**

**O**n peut évidemment se dire que la démission de Macron est une excellente nouvelle pour l'ensemble du monde du travail. Lui qui n'avait que mépris pour celles et ceux qui survivent au quotidien; lui qui théorisait et prônait le «socialisme de l'offre», qui fit adopter par le 49.3 la loi dite de croissance... assouplissant entre autres le travail du dimanche et de nuit; lui qui ne cessa de remettre en cause les 35 heures ou le statut des fonctionnaires; lui qui symbolisait les adieux à la gauche de Hollande. Bref, les salariéEs ne le regretteront pas, c'est certain! Au-delà, la démission de Macron acte, une nouvelle fois, l'agonie de la représentation politique, du Parti socialiste et de ce gouvernement.

### Tchao pantin (du Medef)

Il y a fort longtemps, Chevènement avait affirmé qu'«un ministre ça ferme sa gueule ou ça démissionne!» Récemment, certains ministres en désaccord avec la ligne du gouvernement avaient choisit de la fermer, comme rapelons-le Montebourg ou Hamon... qui ne l'ont ouverte qu'après leur démission forcée, ou au contraire avaient décidés de partir, comme ce fut le cas de Taubira en désaccord sur la déchéance de nationalité. Avec Macron, c'est encore autre chose puisque lors de sa démission

*C'est donc le buzz médiatico-politique de la rentrée: le chouchou de Hollande et du Medef, Macron, a démissionné du gouvernement quelques mois avant la présidentielle aggravant ainsi un peu plus la crise gouvernementale mais aussi celle du PS.*



Macron au top de sa gloire... célébré par le Medef. DR

surmédiatisée, il n'a pas énoncé un seul désaccord avec la politique menée par le gouvernement. Non lui, il démissionne pour cause d'ambitions personnelles très fortes avant que le navire ne coule définitivement et ne l'emporte avec lui. En effet, il souhaite «entamer une nouvelle étape de [son] combat» et «transformer en profondeur notre système politique, économique et social bloqué». Macron entend donc dans les mois à venir «faire de la politique autrement»... tout en célébrant cet été Jeanne d'Arc et Philippe de Villiers, en posant

en maillot de bain dans un magazine people, et en se positionnant comme le énième candidat à la prochaine présidentielle.

### Désintégration du «socialisme» de gouvernement

Aux candidatures déjà annoncées de Hamon et Montebourg s'ajouteront donc pour 2017 celles de Macron mais aussi pourquoi pas celle de Valls qui a posé, ces derniers jours, les jalons d'une telle éventualité. Le scénario de Hollande se trouve donc fortement contrarié: lui qui pensait

n'avoir comme concurrents que Mélenchon, Sarkozy et Le Pen, voit désormais se multiplier les candidatures sur son «espace politique». On peut même se demander, au vu de son illégitimité largement partagée, si Hollande a encore un espace politique pour 2017... Au-delà des petits jeux de personnes, ce qui est enjeu, c'est bien le projet politique des «socialistes». Car, sur le fond, Valls et Macron défendent et sont l'expression de la même chose: en finir définitivement avec la gauche classique, réformiste, la social-démocratie, que Macron aime qualifier d'«astre mort», puisque «l'idéologie de gauche classique ne permet pas de penser le réel tel qu'il est»... Sa démission est révélatrice de la crise d'identité d'un PS de plus en plus à l'agonie. Une nouvelle fois, celles et ceux qui nous gouvernent donnent une bien triste image de la politique qui ne pourrait donc être qu'ambitions personnelles. Nous n'avons pas d'autre choix que de collectivement nous réapproprier l'espace politique squatté par ceux qui définitivement ne nous représentent pas en mettant fin au système qu'ils nourrissent et qui les nourrit.

**Sandra Demarçq**

Sept ans et un mandat plus tard, le scénario semble donc se répéter. Cette fois, le principal adversaire d'Ali Bongo à ce scrutin présidentiel était un rival de taille. Né en 1942, Jean Ping, ancien secrétaire général de l'Union africaine (UA) de 2008 à 2012, est issu du régime et a même appartenu à la famille présidentielle en tant qu'ancien gendre de feu Omar Bongo... Ancien ministre (notamment des Affaires étrangères), il avait annoncé des fraudes électorales, argumentant que lui-même avait assisté aux mêmes procédés lorsqu'il était au gouvernement. Il savait comment cela se passait, il n'aura pas été déçu.

Après l'annonce partielle d'une bonne moitié des résultats qui donnaient Jean Ping gagnant mardi 30 août, la tendance s'est miraculeusement renversée dans les 24 heures qui ont suivi, avant la proclamation

d'un résultat officiel qui voit Ali Bongo en tête avec 49,8%, devant Ping à 48,2% (l'élection étant à un seul tour, une majorité relative suffit).

### Solidarité avec le peuple gabonais

L'appareil du régime, tout autant que les grandes puissances, auraient pu accepter une victoire de Jean Ping puisqu'elle ne risque pas de menacer les fondements même de la domination politique et économique. Mais le noyau dur du régime en a décidé autrement. À partir du mercredi 31 août, Bongo a fait encercler le QG de Jean Ping (sous prétexte d'y trouver les incendiaires du bâtiment du Parlement), 26 dirigeants de différentes forces d'opposition se trouvant à l'intérieur, obligés de dormir à même le sol. Ils ont retrouvé leur liberté de mouvement deux jours plus tard.

Pour le moment, la France, puissance tutélaire qui possède une base militaire à Libreville (l'une des deux grandes bases françaises maintenues sur le continent africain avec celle de Djibouti), veut donner l'air de jouer aux arbitres, condamnant les violences et appelant au recomptage des voix et à «la transparence». L'Union européenne joue sur le même registre.

Ici, environ 3000 personnes ont participé à une manifestation devant l'ambassade du Gabon à Paris, samedi dernier. La gauche et le mouvement ouvrier doivent



Jean Ping et Ali Bongo, alors en bonne entente sur le dos du peuple gabonais... DR

exprimer leur solidarité absolue avec le peuple gabonais en lutte contre certains intérêts de l'impérialisme français, cela sans oublier qu'une transition du régime au profit de Jean Ping ne sortirait pas nécessairement de ce cadre-là.

**Bertold du Ryon**

## Le chiffre

# + 10%

Comme le titre avec enthousiasme le quotidien économique les Échos, «Les résultats du CAC 40 bondissent de plus de 10% au premier semestre», ce qui porte leurs profits à 42,3 milliards d'euros...



## Agenda

**Du vendredi 9 au dimanche 11 septembre, Fête de l'Humanité, La Courneuve.** Comme chaque année, le NPA y tiendra un stand (voir article en page 10).

**Mercredi 14 septembre, rencontres de La Brèche, Paris.** À partir de 18 h 30, Michèle Riot-Sarcey présentera son livre *le Procès de la liberté* au 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>.

**Jeudi 15 septembre, journée de grève et de manifestation pour l'abrogation de la loi travail.**

**À SUIVRE SUR**  
**www.npa2009.org**

## NO COMMENT

*Les mises en examen, souvent, ça se traduit par de l'innocence.*

Le président du groupe Les Républicains au Sénat BRUNO RETAILLEAU, sur Europe 1 mardi 6 septembre... à propos de la demande de renvoi de Nicolas Sarkozy devant un tribunal dans l'affaire Bygmalion faite la veille par le parquet

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



**CHEVÈNEMENT****Un colon à la tête de l'islam de France ?**

Jean-Pierre Chevènement va prendre la tête de la Fondation pour l'islam de France, un organisme lié au gouvernement qui a pour mission d'exercer un contrôle sur le financement des lieux de culte et sur la formation des imams. Sur la proposition de François Hollande, c'est l'ancien préfet d'Oran qui va donc prendre la tête des institutions musulmanes de France...

Jean-Pierre Chevènement n'a pas attendu longtemps pour se faire remarquer. Sur la question du burkini, il conseille aux musulmanes « la discrétion » et soutient les arrêtés anti-burkinis, quand c'est une question d'ordre public... Invité de nombreuses émissions, interviewé dans plusieurs journaux nationaux, il développe son projet. Il y a un problème d'intégration des musulmanes en France, il faut donc œuvrer à créer « un islam de France » : refuser les financements étrangers, former les imams, créer un « islam républicain ». Les musulmanes sont donc considérées comme des populations pas réellement intégrées à la République, qu'il faudrait guider. Nommer Chevènement à la tête de cette fondation n'est pas innocent : ancien préfet en Algérie, militant pro-Algérie française, il a aussi été ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Jospin où il parlait de « sauvages » à propos des jeunes habitantEs des quartiers populaires. Avec ce choix, le gouvernement reprend la mission coloniale du rôle civilisateur de la République sur les peuples indigènes.



L'ex-préfet reprend du service... DR

**Mauvais choix : intégration ou répression ?**

Lancée sous la présidence de Jacques Chirac, cette fondation n'a pas eu jusque-là d'action réelle. La relancer cet été n'est donc pas anodin. Après la série d'attentats qui a touché le pays, l'État a une double action : l'intégration forcée ou la répression. Le volet répression est bien connu : l'état d'urgence, les assignations à résidence, les perquisitions à domicile. L'intégration forcée n'en est pas moins violente. Son discours dominant est de refuser les amalgames entre musulmanes modérés et radicaux. Ce discours crée deux catégories de musulmanes : celles et ceux de bonne volonté, qui acceptent de se mettre sous la coupe de la République, de se faire discrets (pour reprendre l'idée de Chevènement), et les autres qui ne respecteraient pas la laïcité, qui sont soupçonnés de soutenir le terrorisme, qui provoquent par leur tenue... Tout cela suivi de mesures pour bien séparer ces deux catégories : arrêtés contre le burkini, contrôle des mosquées par la Fondation pour l'islam de France, création d'une taxe sur le halal...

Cette politique d'intégration et de répression est toute droit issue de la domination coloniale : assimiler les populations indigènes à un rôle de sous-citoyens guidés par la République et réprimer les volontés d'émancipation. Au côté des musulmanes et de leur organisation, nous devons refuser la mise en place de cette Fondation, qui n'est rien d'autre qu'une tentative de prise de contrôle coloniale des institutions de l'islam. Nous soutenons la possibilité pour les communautés de croyantEs de se doter, si elles le souhaitent, de leurs propres représentations politiques et institutionnelles. Refusons de voir traiter les musulmanes comme des indigènes de l'intérieur, des intrus à la République qu'il faudrait guider et contrôler.

Lucien Soufyene

**UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU MEDEF****Mille raisons de lutter**

L'Université d'été du Medef s'est tenue les 30 et 31 août sur le campus d'HEC à Jouy-en-Josas. Le seul suspens aura concerné la participation de l'ex-ministre de l'Économie Emmanuel Macron. Celui-ci, estimant probablement que sa présence au côté des leaders de la droite, aurait (trop) fait paraître sa proximité avec les Sarkozy, Fillon, Juppé et Lemaire, quelques heures après son départ organisé du gouvernement.

Le thème de la rencontre était « Donnez-nous des raisons d'y croire ». Plus que l'élaboration d'un programme patronal pour 2017, il s'agissait d'une audition des candidats de droite pour approbation de leurs programmes.

**En attendant Macron...**

On était loin d'août 2012, où, trois mois après la victoire de François Hollande à l'élection présidentielle, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault amenait avec lui pas moins de dix membres de son gouvernement « dans un esprit d'ouverture et de confiance »...

Malgré les premières tensions de 2013, quand l'université d'été patronale était placée sous le signe du « combat », ils étaient encore sept ministres, dont ceux actifs dans la sphère économique, donnant des gages au patronat, après la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Moscovici, se présentait comme le « ministre des entreprises », exhortant les patrons à « être au combat ensemble ».

Loin aussi d'août 2014, après la nomination de Manuel Valls à Matignon et la mise en place du pacte de responsabilité et les 41 milliards d'euros de cadeau aux entreprises (que la droite elle-même lors de ses précédents mandats n'avait jamais consenti). Le nouveau chef du gouvernement proclamait alors sa flamme aux entrepreneurs, « Moi, j'aime l'entreprise », provoquant l'ovation des



patrons. Emmanuel Macron, lui, fut accueilli comme une star l'an dernier, emballant ses auditeurs en déclarant que « la gauche a pu croire, il y a longtemps, que la France pourrait aller mieux en travaillant moins, tout cela est désormais derrière nous »... Cette année, ce sont bien les candidats de droite qui ont enchanté l'auditoire. Les représentants du gouvernement et des partis au pouvoir ont eu beau faire profil bas, ils ont été froidement accueillis, même quand Jean-Marie Le Guen s'est attaché à présenter le visage d'une gauche plus en phase avec les valeurs de l'entreprise : « Je suis ici en tant que contributeur de la gauche réformatrice ». En revanche, les patrons ont bien accueilli les représentants d'un courant de « gauche » qui ose casser les codes idéologiques, comme Gérard Collomb, maire de Lyon. En attendant Macron...

**Vivement la (vraie) droite !**

Dans une interview aux Échos, le président du Medef, Pierre Gattaz, estime que les mesures, promises par tous, « convergent vers un certain pragmatisme et font tomber une série de tabous ». Il évoque la suppression de l'impôt sur la fortune, la liquidation des 35 heures, la baisse massive des « charges », la restauration des marges des entreprises, la réduction des dépenses publiques déverrouillage du marché du travail...

Au Medef, les divergences de fond sont exacerbées par la règle d'un seul mandat ouvrant la voie à une guerre de succession. Deux courants s'opposent notamment autour des questions d'assurance chômage et de la taxation des contrats courts. Alors que la taxation des contrats courts était initialement prévue dans la loi travail, le responsable « social » du Medef, membre de l'UIMM, a accepté

**Le social à la sauce patronale...**

Dans un Livre blanc pour le logement, le Medef estime que l'éloignement entre les salariéEs et leur poste de travail est la cause d'une perte de 0,4 point de croissance en 2014 et aurait coûté pas moins 100 000 emplois pour l'économie française. Aussi, le Medef fait des propositions limpides à l'aune des préoccupations patronales : libéralisation du foncier constructible et mise en vente de logements sociaux pour créer un « choc de l'offre » ; « simplification » des normes encadrant les constructions ; développement des « dispositifs incitatifs » (aides et des réductions fiscales) à l'acquisition d'un logement ou à sa rénovation ; abrogation des dispositifs contraignants de la loi Alur et de l'encadrement des loyers...

d'en intégrer la mise en place dans le cadre de la discussion de la convention assurance chômage. Plusieurs fédérations (assurances, banques, bâtiment, commerce, Syntec...) ont condamné la méthode et contestent le choix de cette taxation. Pour les représentants de ces fédérations, « l'industrie a surtout recours à l'intérim et beaucoup moins à des contrats à durée déterminée ». C'est-à-dire qu'une taxation des contrats courts aurait suscité des désagréments moindres dans cette activité économique. Une attitude jugée également trop conciliatrice vis-à-vis du gouvernement, au moment où une majorité du patronat n'attend plus qu'avec une impatience mal contenue la victoire de la droite en 2017.

Au final, c'est un mouvement également frappé par la crise des « corps intermédiaires », avec des grands groupes qui ont tendance à s'en détourner au profit de l'AFEP (Association française des entreprises privées). Pendant ce temps, les start-up, les sociétés innovantes, elles, font bande à part.

Robert Pelletier

**FRONT NATIONAL Au-dessus de la mêlée... ou démagogie nationaliste et raciste ?**

Ne pas faire peur, rassurer l'électorat, tenter d'avoir une « posture présidentielle » : voilà la tâche que s'est assigné Marine Le Pen pour son meeting de rentrée à Brachay, samedi dernier.



La rentrée des crasses... DR

L'Union européenne, continuant de surfer sur la vague du vote britannique sur le « Brexit ». Elle a ainsi annoncé qu'en cas de victoire électorale du FN en 2017, elle organiserait un référendum sur une sortie de l'UE : « Ce référendum sur l'appartenance à l'Union européenne, je le ferai en France, car vous avez le droit à la parole. (...) Français, nous pouvons redevenir un peuple libre, fier, indépendant, nous pouvons rendre à la France sa vraie place dans le monde. »

**L'«apaisement par l'autorité»**

Tentant de se présenter comme une femme politique prétendument située

au-dessus de la mêlée, après plusieurs mois de relative abstinence médiatique, Marine Le Pen a évité les attaques contre d'autres forces politiques, attaques qui risqueraient de la faire apparaître trop sectaire. Adoptant le slogan de l'« apaisement par l'autorité », sa recette pour gouverner, elle a surtout ciblé ses attaques contre un adversaire, ou plutôt un concurrent politique, un rival, le seul cité nommément dans son discours : Nicolas Sarkozy. Cela n'est pas spécialement étonnant si on se rappelle l'entrée en campagne de Sarkozy, fin août dernier, en vue de la primaire de la droite.

Alors que le Figaro titrait : « Nicolas Sarkozy, candidat sous le signe de l'identité française », le président démissionnaire de LR revendiquait entre autres la fin du regroupement familial et « la réduction drastique du nombre d'étrangers » en France. Il était alors visible pour tout le monde que Sarkozy marchait sur les plates-bandes du FN.

Marine Le Pen réplique : « Nicolas Sarkozy, qui se voudrait le champion médiatique de la lutte contre l'islamisme radical, est allé rencontrer le chantré du wahhabisme », faisant allusion à un rendez-vous avec le roi d'Arabie saoudite qui aurait eu lieu cet été. Sa charge contre un personnel politique inféodé selon elle « aux Saoudiens et aux Qataris » a servi de prétexte à Marine Le Pen pour une nouvelle envolée de haute démagogie : « Je suis libre par rapport à l'argent du Qatar et des banques. Libre par rapport à l'Union européenne et à l'Allemagne qui la domine. » Actuellement créditée de 26 à 30% des voix, Marine Le Pen est une ennemie dangereuse pour les forces de gauche, pour la campagne électorale à venir et au-delà.

Bertold du Ryon



Réunie à Johannesburg en congrès les 23 et 24 août, la pourtant très modérée Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), a adressé à l'Union européenne une motion qui affirme que « l'UE et ses États membres ont honteusement échoué à adapter leurs politiques migratoires et d'asile à l'afflux de réfugiés, à faire preuve de solidarité, à protéger les droits de l'homme et des migrants, chercheurs d'asile et réfugiés, et à maintenir un état de droit ».

**En Allemagne montée du racisme**

L'élection régionale au Land de Mecklembourg-Poméranie a vu ce week-end la percée triomphale, avec 22% des voix, de l'AFD (Alternative für Deutschland), détrônant ainsi la CDU d'Angela Merkel. Cette victoire d'un parti ouvertement raciste et xénophobe, dont la porte parole Beatrix von Storch n'est autre que la petite-fille du ministre des Finances d'Hitler (!), démontre l'efficacité et le pouvoir de nuisance des discours nationalistes et islamophobes durant ladite « crise migratoire ». Les dirigeants de l'AFD ne s'en cachent d'ailleurs pas puisqu'ils attribuent leur résultat au fait de n'avoir mené campagne que sur « un seul thème, la politique sur les réfugiés »...

**À la frontière turco-syrienne, opération « bouclier de l'Euphrate »**

Félicité par Bruxelles et l'administration étatsunienne, le dictateur turc Erdogan annonce le succès de l'opération militaire « bouclier de l'Euphrate ». En deux semaines, l'armée turque a occupé une zone d'une centaine de kilomètres en territoire syrien, rendant prétendument hermétique la frontière entre les deux pays, isolant Daesh. Cette opération vise surtout à réprimer la population kurde et à empêcher la constitution d'une entité indépendante au Rojava. Les autorités

**EUROPE Offensive générale contre les migrants!**

Alors que les projecteurs sont une nouvelle fois braqués sur la « jungle » de Calais (voir article en page 9), la situation dramatique des réfugiés et migrantEs se dégrade encore aux frontières de l'Europe forteresse et à l'intérieur des États de l'Union européenne, sur fond de montée du racisme et de l'islamophobie.



turques prétendent ainsi « relocaliser les réfugiés syriens » dans une zone tampon de 90 kilomètres sur 40 dans le nord de la Syrie. On n'ose imaginer le sort qui sera réservé aux réfugiés dans cette enclave concentrationnaire.

**Extension de l'opération « Sophia » en Libye**

Présentée par l'UE comme une opération humanitaire, la mission Sophia n'a d'autre but que de stopper l'immigration vers l'Italie de 200 000 migrantEs bloqués en Libye. Ceux-ci, hommes, femmes et enfants venus essentiellement de l'ouest de l'Afrique et de sa

come, y subissent des traitements inhumains : sévices sexuels, violences, exploitation, traite des êtres humains (selon le rapport annuel d'Amnesty International). Ce sont des milliers de personnes embarquées sur des rafiots de fortune qui, chaque semaine, sont secourus par les gardes-côtes italiens. Et ce sont des dizaines de milliers qui périssent dans l'anonymat au fond de la Méditerranée. Face à ce drame, l'UE n'envisage qu'un accord avec les autorités libyennes visant à stopper l'immigration vers l'Italie en créant des « hot spots » (flottants?) et « des centres de détentions ».

**De l'air, ouvrons les frontières!**

Nous l'avons maintes fois répété dans ces colonnes : le drame qui se joue aux frontières de l'Europe n'est pas inéluctable. Il est le produit des politiques guerrières, racistes et nationalistes, des gouvernements européens. Déstabilisées par les attentats de Daesh et les campagnes islamophobes distillées par certains médias et réseaux sociaux, les « opinions publiques » ont détourné les yeux et se sont bouché les oreilles, déléguant aux plus démagogues la « gestion » d'un problème qu'ils ne veulent plus envisager sereinement. Pour stopper l'hécatombe dont sont victimes les migrantEs et réfugiés, la solution est pourtant simple : ouverture des frontières, droit de circulation et d'installation. Parvenir à rendre audibles ces revendications nécessite de se mobiliser de façon conséquente, de prendre l'initiative dans les campagnes de soutien aux migrantEs, et de trouver des axes et des dates de convergence pour massifier les mobilisations. Nous ne partons pas de rien : dans plusieurs pays, ces cadres de mobilisation existent. C'est le cas en Grande-Bretagne où Stand Up To Racism rassemble de multiples organisations, syndicats et associations, tout comme en Grèce avec Keerfa. Il est de notre responsabilité qu'il en soit de même pour la France.

Alain Pojolat

**TAFTA La petite opération de com' de Hollande**

Hollande fait semblant de donner un signal à la gauche en annonçant qu'il souhaite l'arrêt des négociations sur le Tafta...

Hollande vient d'annoncer que la France va demander l'arrêt des négociations relatives au traité de libre-échange transatlantique entre l'Union européenne et les États-Unis, le Tafta. On peut y voir l'impact, à l'approche de la présidentielle, de la mobilisation des comités anti-Tafta (que le NPA soutient). Cette mobilisation est plus forte en Allemagne (où, là aussi, des élections s'annoncent) qu'en France et, quelques jours avant Hollande, le vice-chancelier social-démocrate allemand s'était lui aussi prononcé pour une interruption des négociations.

Ces pourparlers se sont déroulés dans le plus grand secret : seules des fuites ont mis en lumière quelques épisodes. Le Tafta vise à donner une impulsion supplémentaire à la libération des échanges entre Europe et USA. Son objectif n'est pas tant la réduction des droits de douane que l'harmonisation des normes et réglementations. Il conduirait notamment à raboter les normes sanitaires et environnementales et, par exemple, à permettre l'importation en Europe de boeuf aux hormones ou de poulets lavés avec des solutions chlorées. Seraient aussi affectés par le Tafta l'exploitation du gaz de schiste, les services publics, les réglementations financières, les mutuelles... Tout

irait dans le sens d'une libéralisation totale pour le plus grand profit des multinationales, qui pourraient attaquer devant un tribunal arbitral privé les États qui durciraient leur réglementation.

Souvent les négociations sont présentées comme un affrontement Europe - États-Unis. En fait, les multinationales ont aussi dans leur collimateur certaines réglementations américaines, en particulier sur les marchés publics. Des syndicats américains ont aussi souligné que les travailleurs américains n'avaient rien à gagner à la remise en cause de réglementations européennes plus protectrices.

**Il devient urgent d'attendre**

En fait, si Hollande demande la fin (provisoire?) des négociations, ce n'est pas parce qu'il s'est converti aux arguments du mouvement anti-Tafta concernant l'intérêt des populations, c'est parce qu'il a pris acte que l'objectif initial des dirigeants européens et des États-Unis, conclure avant la fin de la présidence Obama, ne pourra pas être tenu. Trump est contre le traité et Clinton préfère ne pas en parler. Il est donc urgent d'attendre... Par ailleurs, Hollande se prononce pour que soit finalisé (et donc aussi voté par le Parlement français) l'accord entre l'Union européenne



Une affiche du collectif unitaire Stop Tafta

et le Canada, le Ceta... bâti sur les mêmes principes que le Tafta : mise en place d'une cour d'arbitrage privée qui permettra aux multinationales canadiennes (et à la majorité des multinationales américaines possédant des filiales au Canada) d'attaquer les États européens pour toute politique publique mettant en cause la rentabilité de leur investissement ; réduction des tarifs douaniers agricoles et abaissement des normes environnementales ; remise en cause des services publics etc. En fait, il est probable que les négociations se poursuivent. En juin

dernier, le mandat donné par la Commission européenne pour négocier avec les États-Unis a été confirmé par tous les États membres, dont la France. Aujourd'hui, il ne suffit donc pas que Hollande tourne casaque pour que les discussions s'arrêtent. Il faudrait une décision formelle des 28 États membres et de la Commission au prochain sommet européen à la fin du mois.

Pour sa part, le NPA continuera de participer sur une base internationaliste aux mobilisations qui vont être organisées ces prochaines semaines. Henri Wilno

**KANAKY Décolonisation explosive, question sociale bouillonnante, jeunesse en souffrance**

Deux grèves générales ont marqué l'été en Kanaky (Nouvelle-Calédonie)...

Début août, le syndicat kanak indépendantiste USTKE, a exigé un rééquilibrage dans l'emploi et les responsabilités moins défavorable aux Kanaks. Le 1<sup>er</sup> septembre, une intersyndicale menée par le syndicat USOENS lié à la CFDT a lancé une grève contre la vie chère (les prix sont 35% supérieurs à ceux de la métropole, 89% pour l'alimentaire) et pour soutenir une loi, votée ce jour-là, encadrant les bénéfices des patrons pour faire baisser les prix. Délimitant deux orientations politiques, ces conflits sont sous-tendus par l'échéance de 2018, terme du processus de décolonisation signé par différentes parties en 1998, où le peuple devrait décider par référendum du type de souveraineté qu'il souhaite. En 2014, les élections ont donné une majorité aux non-indépendantistes, plutôt liés à l'UDI française, dans un rapport de forces démographique défavorable aux Kanaks qui ne représentent que 40% de la population. En l'état actuel des intentions de vote, les indépendantistes ne semblent pas pouvoir l'emporter.

Le soulèvement kanak des années 1970-1980 avait poussé au « développement » d'une île figée dans un apartheid colonial où les Kanaks végétaient dans la misère face à des Européens à la richesse insolente. Depuis, beaucoup de choses ont changé. Avec un taux de croissance de 3 à 4% dû à l'industrie du nickel, l'île s'est transformée : réseau électrique, routes, adduction d'eau, habitat, hôpitaux, écoles, centres culturels. Une classe moyenne est apparue, et des unions mixtes et une parole critique d'artistes, écrivains, journalistes présentent pour des jeunes métissés plus d'espoirs que le débat politique. Nombre d'ouvriers, d'intermittents, chassés par la crise en Europe, se sont engouffrés dans cette embellie calédonienne. Acceptant des salaires plus bas que les locaux, ils entrent en concurrence avec les Kanaks. Mais aujourd'hui le prix du nickel s'effondre. La bulle calédonienne pourrait éclater...

**Le spectre de l'indépendance resurgit**

Les tensions se multiplient d'autant plus que les inégalités se sont creusées. Dans les zones rurales, sur la côte Est, dans les îles Loyauté ou autour de Nouméa, la paupérisation a marginalisé bien des jeunes Kanaks qui rejettent par ailleurs les pratiques coutumières. 27% de chômage chez les Kanaks, 7% chez les autres ; 30% de chômage dans le Nord et les îles, 8% dans le Sud ; 9% de Kanaks exercent des responsabilités, 91% pour les autres. Une partie de la jeunesse kanak sort très tôt du système scolaire, ne trouve pas d'emploi et finit dans la prison du « Camp Est » à Nouméa, la pire de France, peuplée à plus de 95% de Kanaks et Océaniens.

Les luttes sociales, récurrentes mais politiquement différentes, soit contre les prix, soit pour le rééquilibrage des emplois et des responsabilités, sont habitées de ces contrastes. De nombreux conflits sociaux radicaux ont éclaté ces dernières années. En 2009, Gérard Jodar, dirigeant de l'USTKE, a été condamné à un an de prison ferme.

Les indépendantistes de 1970-1990 cherchaient la conquête des institutions, construisant bibliothèques, complexes culturels, lotissements, zones artisanales. Mais le chômage et les positions prises (notamment dans la principale usine de nickel où ils sont majoritaires en collaboration avec le capitaliste Glencore) vivent les dénonciations d'affairisme et de compromission. Ainsi, à la manifestation du 1<sup>er</sup> septembre, on pouvait entendre la revendication de pouvoir aux ouvriers et la dénonciation de ces patrons de tout bords qui gouvernent l'île.

Le projet d'indépendance kanake socialiste resurgit, Alimenté par les indépendantistes du Parti travailliste ou de l'USTKE qui refusent les options capitalistes mais aussi par le Sénat coutumier qui ravive la question culturelle identitaire et relance la légitimité kanake, dénonçant l'argent roi, faisant prévaloir un discours et une pratique économique égalitaristes. Ainsi, il apparaît que la légitimité du droit à l'indépendance ne peut être séparée du pouvoir aux Kanaks pauvres. Et s'il est probable que le référendum sera encore repoussé au profit d'une solution négociée, « gare aux convulsions » ! Jacques Chastaing





## Résister aux

# GRANDS PROJETS INUTILES IMPOSÉS ET NUISIBLES

## Construire un autre monde

Dossier réalisé par la Commission nationale écologie

Tous marqués par leur totale inutilité pour les populations et leur nuisance à l'environnement et au tissu social, les GPIIN (grands projets inutiles imposés nuisibles) permettent aux capitalistes (surtout du BTP) de s'assurer des profits énormes, en siphonnant l'argent public, par l'intermédiaire de partenariats public-privé...

Ces projets démesurés et destructeurs de terres agricoles et naturelles s'inscrivent dans la logique de « plus grand, plus gros, plus vite ». Rejetés, ils entraînent des résistances fortes qui réunissent : jeunes et moins jeunes, salariéEs et chômeurs/euses, citoyenNEs, associatifs, syndicalistes, militantEs... De cette rencontre naissent le fourmillement d'idées et l'énergie des luttes.

### NDDL : ça continue!

Certains GPIIN sont emblématiques. Notre-Dame-des-Landes est de ceux-là. Né dans les années 1960, le projet « d'aéroport du grand Ouest », rêve de grandeur des potentats locaux, n'a cessé de cristalliser le rejet qui a pris des formes différentes. Un temps en sommeil, le projet a refait surface en 2000 avec le gouvernement Jospin. La résistance s'est muée en occupation de la zone par des activistes venus aider les paysans condamnés à l'expulsion et une population résistante. Occupation, auto-gestion, mode de vie alternatif, tous les ingrédients étaient réunis pour donner naissance à la ZAD (zone à défendre). En 2012, plus d'un millier de policiers et gendarmes tenteront d'évacuer les zadistes. Les expulsions, la répression violente, les destructions de fermes, les blessés ont renforcé la solidarité entre les habitants, les agriculteurs et les militants venus de toute la France et d'Europe. Aujourd'hui, référendum ou pas, la détermination des opposantEs montre que la lutte a vite dépassé les enjeux locaux. À l'initiative



À NDDL le message est clair! PHOTO THÉÂTRE ROUGE/DAMALO

de l'ensemble du mouvement d'opposition au projet d'aéroport, la « Manif - Construction - Fête » du samedi 8 octobre montrera à nouveau notre volonté commune d'empêcher toute agression contre la ZAD et tout démarrage des travaux.

### Vraiment partout!

Dans les transports, l'État et les collectivités locales multiplient les autoroutes (Côte d'Azur, île de la Réunion, Grenoble-Sisteron, liaison A28-A13 à Rouen), les lignes TGV et LGV (Bordeaux-Limoges, Paris-Le Havre, Lyon-Turin), les canaux (Rhin-Rhône, Seine-nord de l'Europe)... Aucune région n'est épargnée par la nécessité pour les capitalistes de

multiplier les axes routiers pour transporter les marchandises toujours plus nombreuses. Sous l'appellation « aménagement du territoire », élus et experts font avaler aux habitants - jamais consultés - des projets destructeurs (Europacity à Gonesse, village Décathlon à Orléans, Grand Paris, Centres Parcs...). L'agriculture n'est pas épargnée. Des fermes-usines poussent ici ou là. Vaches, porcs, agneaux, volailles élevés par milliers, gavés de médicaments, concentrés dans des espaces réduits, sans terre, sans herbe, sont des matériaux qui fournissent des profits juteux aux industriels de la bouffe. Les légumes et les fruits poussent dans des serres gigantesques,

comme à Echillais où 50 tonnes de tomates sortent chaque jour des serres chauffées grâce à un hyper-incinérateur. L'énergie et les ressources naturelles ont aussi leurs GPIIN. Le nucléaire, les centrales comme celle à biomasse à Pierrelatte ou le barrage de Sivens prévu pour arroser du maïs, gourmand en eau, dans une région où il pleut peu. Les loisirs sont touchés aussi avec la construction d'usines à touristes (Center Parcs de Roybon). À chaque fois, des chantiers surdimensionnés marqués par la folie productiviste. Cet été encore, une lutte a marqué des points : la lutte contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure...

## ÉTÉ D'URGENCE

C'est ainsi que les résistants de Bure appellent les trois mois intenses de mobilisation contre la décharge de déchets nucléaires...

En effet, l'État via l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) avait décidé de passer la vitesse supérieure. En plein cœur de l'été, 20 députés ont choisi pour une population entière d'accélérer le processus d'enfouissement en votant une « loi sur la réversibilité du stockage géologique ». Comme si la réversibilité était possible! Avant d'avoir obtenu la moindre autorisation, l'Andra, au mépris des lois, a commencé à défricher la forêt de Bure prétendument pour faire des « investigations sismiques »... alors qu'il s'agissait en fait du début des travaux.

Elle a arrosé les collectivités locales, les associations, les entreprises et même les particuliers, à coups de dizaines de millions d'euros pendant 20 ans, a obligé les habitants à vendre plus de 3000 ha de terres et de forêts, à coup de menaces à peine voilées, a triché sur les résultats de ses investigations et s'est fait prendre la main dans le sac à plusieurs reprises. Elle a colonisé le territoire et les esprits à grand renfort de publicités mensongères, de propagande massive, jusque dans les écoles, et finalement, a acquis une forêt de 200 ha au cours d'un échange rocambolesque avec une commune limitrophe de Bure, Mandres-en-Barrois. Afin d'éviter la colère de la population en majorité opposée, son conseil municipal s'était même réuni à 6 heures du matin...

### Résistances!

Après avoir occupé la forêt pendant plusieurs semaines, s'en être fait expulser par des cohortes de gardes mobiles, après l'avoir reprise victorieusement au prix d'une lutte acharnée où les vigiles de l'Andra, armés de gourdins et de battes, se sont illustrés par leur brutalité, les résistantEs de Bure ont fait une pause toute relative en se retirant du bois, mais en érigeant plusieurs vigies en lisière de forêt. Afin de « protéger ses travaux et son personnel », l'Andra avait décidé d'ériger un mur de 2 mètres de haut et de presque 4 kilomètres de long autour de la forêt.

Aussitôt assignée en justice par les opposantEs pour non-respect du Code forestier (défrichage sauvage) et du Code de l'urbanisme (construction sans permis), l'Andra a continué d'afficher sa suffisance en poursuivant inexorablement ses travaux, malgré les tentatives de blocage des sous-traitants par les résistants.

Plus d'un kilomètre de mur avait déjà été construit lorsque la justice a donné raison aux opposantEs, pour la première fois en 20 années! L'Andra a été condamnée, sans être forcée par le tribunal à détruire son mur gardé jour et nuit par les forces de l'ordre omniprésentes. Une nouvelle manifestation joyeuse et déterminée a donc été décidée pour achever le travail juridique et « aider » l'Andra à respecter ses obligations légales.

### « La magie de l'action commune »

C'est ainsi que le dimanche 14 août, en plein milieu d'un camp rassemblant des militantEs de toute la France qui a duré deux semaines, quelque 500 personnes se sont retrouvées afin de « remettre la forêt en état ».

## MAROC: UNE

Le pouvoir qui s'apprête à accueillir la COP22 en novembre mène une politique de prédation et de projets inutiles et nuisibles.

Ainsi la construction d'une ligne TGV de 1500 km (plus de 100 milliards de dirhams, soit 36% de la dette publique externe...) au profit exclusif d'Alstom. Financée par des emprunts que la population doit rembourser, cela alors qu'elle ne l'utilisera pas compte tenu des prix des billets! Cette ligne draine les fonds publics alors que le réseau ferroviaire date d'avant l'indépendance et ne couvre pas de nombreuses régions. Chaque 10 mètres construits coûte l'équivalent d'une école dans le monde rural.

Autre exemple : la centrale thermique de Safi au profit, entre autres, d'une filiale de GDF Suez. Le charbon utilisé est qualifié de « propre » car supposé réduire les émissions en CO<sub>2</sub>, cela dans une ville extrêmement polluée en raison des usines chimiques liées à l'extraction et transformation du

phosphate. Il contient de l'arsenic et du mercure, produits toxiques, sans parler des conséquences des rejets de l'eau de la mer utilisée pour refroidir les chaudières. Les conséquences sont donc multiples : pluies acides impactant l'agriculture, le bétail, extension des maladies respiratoires, disparition des poissons alors que la ville était un des plus grands ports faisant vivre des milliers de familles exerçant une pêche artisanale.

### Dette, coupes budgétaires et expropriations...

Autre exemple, la construction de la plus grande centrale solaire du monde à Ouarzazate. 3000 hectares de terres collectives utilisés comme parcours d'élevage accaparés à un prix dérisoire et revendus à l'Agence marocaine pour l'énergie solaire... une société privée liée à la famille royale. La technologie utilisée repose sur l'utilisation extensive de l'eau (entre 2 et 3 millions de mètre cubes par an)... dans une région semi-aride avec des ressources en eau constamment en baisse. Les besoins de la centrale pour exporter l'énergie solaire produite seront donc satisfaits au détriment



## À BURE!

Les opposants ont pu y pénétrer et gagné! Les jeunes manifestantEs qui ont pris en main cette lutte prolongeant celle des opposantEs historiques résumant parfaitement l'ambiance qui régnait ce jour-là: «*À chaque pan de mur qui mord la poussière, le sol et l'air grondent de nos hurlements enlacés. Les sueurs et les mains s'arc-boutent aux sangles solidement arrimées, et, aux cris des "1, 2, 3!, Allez!"*». Le site Reporterre fait parler un opposant: «*Un acte de sabotage collectif et joyeux. Trois générations sont présentes, des locaux, des militants historiques, des jeunes, des paysans, certains masqués, d'autres non. Des cultures politiques différentes se rejoignent dans la magie de l'action commune. Nous sommes tous contre le nucléaire et son monde de barbelés, de vigiles mercenaires, de béton armé, de pots-de-vin, de bureaucrates et d'experts méprisants.*»

## Mobilisation contre l'EPR de Flamanville

Le nucléaire occupe une place particulière dans les GPIIN à cause de la menace permanente de destruction qu'il fait peser sur l'humanité. Pour marquer notre refus d'une fuite en avant dans une technologie mortelle, pour exiger son arrêt, le NPA se mobilise et mobilise pour réussir le rassemblement des 1<sup>er</sup> et 2 octobre à Siouville-La Hague (Flamanville). À suivre...



En mêlant occupation physique du territoire, sabotage et recours juridiques, les opposantEs ont dessiné les contours possibles d'un grand mouvement de résistance et gagné leur première bataille face au «*croque-mort du nucléaire*». C'est bel et bien une superbe victoire, une humiliation totale et inédite pour les pouvoirs publics. Certes, la bataille est loin

d'être gagnée, mais quelle joie de voir un mur tomber! Tout au long de la période estivale, des centaines de personnes ont convergé vers Bure. La Maison de la résistance a connu de nombreux passages, un fort brassage. La médiatisation a été importante, et désormais, tout le monde sait situer sur une carte ce village perdu aux confins de la Meuse...



DR

## PRÉDATION TOXIQUE

de l'irrigation et de l'eau potable. Après l'or, le diamant, le coton, le pétrole et le gaz, l'énergie solaire servira-t-elle à nouveau à maintenir la domination impérialiste? À Imider, siège la plus grande exploitation minière d'Afrique exportant de l'argent vers l'Europe, les habitantEs n'ont ni route, ni dispensaire, ni école, et l'hôpital le plus proche est situé à 200 km.

La surexploitation de la mine a provoqué la pollution de leur environnement immédiat au cyanure et au mercure et la confiscation de l'eau destinée à l'irrigation et la consommation. Tout ces projets, parmi d'autres, nourrissent la spirale de la dette, les coupes budgétaires, exproprient les terres. Les mobilisations populaires sont récurrentes: contre

les industries chimiques, le pillage des ressources forestières et naturelles, la spéculation foncière, la pollution de l'air, l'importation des déchets, la surfacturation et la diminution des ressources d'eau. Il serait nécessaire que les différentes résistances, ici et là-bas, s'expriment et convergent lors de la tenue de la COP22. C'est l'enjeu des semaines à venir.



À Safi au Maroc, mobilisés contre la centrale thermique! DR

## L'ENGEANCE PRODUCTIVISTE

Le productivisme, c'est-à-dire le besoin d'expansion illimitée de la production et de la consommation, de «*croissance*» et d'accumulation (du profit) est inhérent au fonctionnement du système capitaliste.

C'est lui qui conduit, nécessairement, à multiplier les grands projets inutiles imposés et nuisibles. Certes, dans chaque cas, on voit le rôle des intérêts particuliers de monopoles cupides et l'aveuglement de politiciens bornés, mais, en dernière analyse, est une affaire systémique.

### Quelle «*croissance*»?

L'idéologie de la croissance, ou mieux la religion de la croissance est commune à la droite et à une bonne partie de la gauche, de la social-démocratie à une partie des communistes. Elle est censée résoudre tous les problèmes: le chômage, la crise économique, la pauvreté, etc. Malheureusement elle exerce son influence aussi sur une partie non négligeable de la population. Or, non seulement la «*croissance*» productiviste ne résout rien – tous les économistes savent que l'augmentation du PIB ne signifie pas une extension de l'emploi – mais elle nous conduit, à une rapidité... croissante, à la catastrophe écologique, dont le changement climatique est l'axe principal.

Le productivisme capitaliste ne vise pas l'utilité, la valeur d'usage, mais uniquement la valeur d'échange, le profit, l'argent, l'accumulation du capital. L'utilité ou pas d'un investissement, d'un projet, d'un grand projet, c'est le cadet des soucis du capital et des gouvernements à son service, d'où la multiplication des productions inutiles, entretenues par la publicité, et des grands projets inutiles.

### Changer le système

Le caractère nuisible des projets pour la population locale, et d'une façon générale, pour l'humanité – réchauffement global – n'entre pas en compte non plus. L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est



un bon exemple de cette logique, absurde et irrationnelle d'un point de vue humain et environnemental, mais rationnelle du point de vue du profit des Vinci et Cie, du productivisme. Non seulement c'est un projet inutile, mais destructeur de la nature et générateur d'émissions massives de gaz à effet de serre. Le combat pour empêcher ces GPIIN, c'est à la fois: – gagner un combat juste contre l'irrationalité productiviste, – montrer l'importance et l'efficacité de l'action collective, – élever la conscience anticapitaliste chez les individus et groupes mobilisés.

Chaque victoire, grande ou petite, compte. Mais il ne faut pas avoir d'illusions: tant que le capitalisme existera, des nouveaux GPIIN vont apparaître, plus inutiles et nuisibles les uns que les autres. Si nous voulons éviter le pire, il faut changer le système, et donc réfléchir à des alternatives anticapitalistes et antiproduktivistes. C'est le cas de l'écosocialisme qui propose une rupture radicale avec la civilisation capitaliste/industrielle moderne, et un projet de société fondé sur l'autogestion, la planification démocratique et le respect de l'environnement.

## 2500 personnes au Festival des luttes en Bretagne

Au cœur de la Bretagne rurale, aux confins du Trégor, s'est tenu le mois dernier, les 19, 20 et 21 août, le Festival des luttes, regroupant des représentantEs de plusieurs collectifs, tous hostiles à de (plus ou moins) GPIIN en Bretagne. Le dépliant annonçant la fête était très explicite: le point commun à tous ces projets est la recherche du profit inhérent au capitalisme. L'initiative du festival revient à l'association locale «*Douar Didoull*», qui lutte contre les projets miniers que l'on veut nous imposer. La société Variscan est missionnée pour étudier la possibilité de relancer dans le secteur des activités minières dont l'on sait qu'elles seraient dévastatrices de terres agricoles, extrêmement polluantes, et quasi nulles pour ce qui concerne les retombées sur l'économie locale, notamment l'emploi. Il existe de tels projets dans plusieurs secteurs de Bretagne intérieure, au sud des



DR

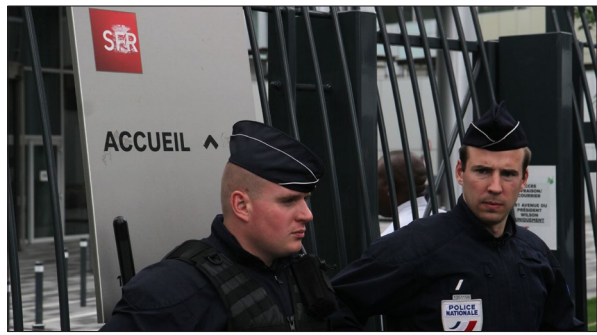
Côtes-d'Armor, dans le Morbihan, et en Ille-et-Vilaine. Partout des collectifs tentent de se constituer. Parmi les invitéEs, outre le stand de Notre-Dame-des-Landes, des anti-nucléaires annonçant la manifestation des 1<sup>er</sup> et 2 octobre, des militantEs opposés aux compteurs Linky, des FinistérienEs opposés à la construction d'une centrale au gaz à Landivisiau<sup>1</sup>... Très remarquée, l'intervention de l'association «*Peuple des Dunes*»<sup>2</sup>, qui se bat contre les extractions de sable en baie de Lannion, et qui compte à son actifs des manifestations de plusieurs milliers de personnes! Il s'agit là pour le

groupe Roulier (agrochimie) de ponctionner de grosses quantités de sable coquiller, riche en calcaire, destiné à des apports de calcaire sur les terres. Une lutte identique a déjà été victorieuse, face à Erdeven, dans le Morbihan, alors qu'il s'agissait de draguer du sable pour le groupe Lafarge (béton). Outre le fait de permettre un échange d'informations sur toutes les luttes en cours, le gros intérêt du festival, a été de mettre en place, de fait, une ébauche de coordination entre des équipes militantes qui, pour défendre des causes diverses, n'en ont pas moins bien compris que leur intérêt était bel et bien de faire front commun. Il n'a pas non plus échappé à la presse qu'il s'était passé quelque chose à Plougonver, où plus de 2500 personnes ont choisi de passer un week-end d'été à préparer les luttes à venir!

1 – <http://www.nonalacentrale-landivisiau.fr>  
2 – <http://peupledesdunesentregor.com>



## SFR Première riposte



Le siège de SFR sous haute surveillance... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

L'annonce du plan de départs «volontaires» de 5000 salariéEs de SFR, soit un tiers de l'effectif, a largement mobilisé l'ensemble des médias, percutés de près ou de loin, maintenant ou plus tard, par la restructuration de ce grand du secteur. De ce fait, radios, télé et presse étaient largement représentés devant le siège de SFR à Saint-Denis ce mardi 6 septembre.

Il s'agissait en fait d'une première initiative après l'annonce-coup de massue faite par la direction en juillet, comme il se doit pendant la période des congés. De multiples débrayages et rassemblements en région, notamment dans le réseau des boutiques à Marseille, Lyon, Lens, Nantes, Rennes ou Nice, et 160 personnes rassemblées sur les Champs-Élysées. Selon la CGT, 50 magasins sur 424 étaient complètement fermés et 450 salariéEs de la branche distribution étaient en grève, ainsi que dans certains centres d'appel de Télé-performance, dont les salariéEs seront aussi impactés par la restructuration. D'autres débrayages étaient aussi prévus l'après-midi.

## Monopoly financier et industriel

Devant le siège de Saint-Denis, ambiance retour de congés, avec quelques dizaines de salariéEs du site venus participer au débrayage. Bien sûr, dans ce siège, la plus grande partie des salariéEs sont cadres et le syndicalisme n'y est pas vraiment bien vu. De plus, la CGC avait finalement renoncé à appeler au débrayage : « Nous n'appelons pas à la grève. Nous avons plutôt opté pour la voie judiciaire. La semaine dernière, nous avons assigné la direction devant le tribunal correctionnel, notamment pour délit d'entrave. » De ce fait, seuls la CGT, qui détient 15% des voix aux élections professionnelles, et Sud, présent dans certains secteurs, appelaient à la grève. La fédération FAPT-CGT, l'union locale de Saint-Denis étaient présentes, avec des banderoles rappelant l'actualité persistante de la mobilisation contre la loi travail. « Hasard » du calendrier, présentant la veille la stratégie du groupe, le directeur général a expliqué les raisons qui ont conduit Altice à proposer de reprendre les 22,5% des titres de SFR qu'il ne possédait pas encore, dans une opération valorisée à 2,4 milliards d'euros. Cela devrait permettre à Altice d'utiliser plus facilement la trésorerie de SFR au sein du groupe... et de partager les dividendes exceptionnels. Un gigantesque Monopoly financier et industriel dans lequel les salariéEs ne sont que des pions. Prêts pour la révolte ?

Robert Pelletier

## ÉDUCATION NATIONALE Hollande et Vallaud-Belkacem persistent et signent

En déplacement à Orléans, lors de la rentrée, le président de la République et la ministre de l'Éducation nationale ont claironné la réussite de leur politique...

Ils assument ainsi une réforme du collège... qui diminue pourtant le nombre d'heures de cours offert aux collégiens et supprime certains enseignements. Elle est toujours contestée par l'intersyndicale qui appelle à la grève ce jeudi 8 septembre (CGT, FO, SNES-FSU, SUD). Hollande et sa ministre communiquent aussi sur le prétendu succès d'un désastre : la réforme des rythmes scolaires, sans doute la plus grande œuvre de destruction d'un cadre national dans l'enseignement scolaire ces dernières décennies. D'un territoire à l'autre, d'une école à l'autre, les écoliers ne reçoivent plus le même accueil ni les mêmes droits. Ce gouvernement aura réussi ce que la droite aurait rêvé de faire : rendre une partie du temps à l'école payant.

## Ils ne veulent pas s'arrêter là : le lycée en ligne de mire

Hollande l'a déclaré : « Le lycée, général et professionnel, doit être la prochaine étape de nos réformes », comme si ce cycle terminal des études secondaires n'avait pas déjà subi ! Luc Chatel est déjà passé par là, avec les mêmes recettes que celles de la réforme des collèges. Suppression de filières technologiques, suppression de cours pour les remplacer par de « l'aide personnalisée », enseignements d'exploration construits sur un interdisciplinarité artificielle et imposée... La suite n'est pas difficile à imaginer : diminution de la pluralité des enseignements, diminution



des heures de cours dans les disciplines considérées comme moins importantes... Les ministres changent, les vieilles recettes restent.

## 60 000 postes ? Vraiment ?

Si la saignée opérée par la droite dans la fonction publique s'est quelque peu tarie en ce qui concerne les enseignantEs, les recrutements annoncés, déjà insuffisants et pas tous pourvus, relèvent de la tromperie. Environ 35 000 personnes ont été recrutées depuis 2012. Impossible qu'une quelconque amélioration des conditions de travail ne s'observe avec si peu. Dans le même temps, l'Éducation nationale accueillait presque 200 000 élèves de plus ! L'ouverture affichée de 25 000 postes en 2017 relève de la supercherie, tant les métiers sont aujourd'hui rendus difficiles d'accès par la mastérisation et

les études longues peu accessibles aux classes populaires.

## Une destruction du service public en guise de refondation

La « refondation de l'école » annoncée et menée par les ministres successifs de la mandature Hollande sera parvenue à poursuivre la mise au pas de l'école à la marche capitaliste de notre monde. Une « école du socle », du premier degré au collège, qui renonce à transmettre à la majorité de la population des savoirs de haut niveau qu'elle réserve à une élite. Et un continuum bac - 3/bac + 3 de l'autre, au sujet duquel le président déclare vouloir « mieux assurer la transition entre le lycée et l'enseignement supérieur ». Cette période de formation est de plus en plus marquée par la volonté de construire des diplômes totalement inféodés au marché du travail, télécommandés par le patronat à l'échelle régionale, de moins en moins qualifiants, et sans valeur nationale.

## La droite et le FN en embuscade

Les candidats LR à la présidentielle et Marine Le Pen ne sont

pas en reste sur les questions éducatives. Ils espèrent récolter les fruits du mécontentement, promettant d'abroger des réformes...

En réalité, ils préparent la poursuite de la même politique : destruction du statut de la fonction publique, concurrence renforcée entre les établissements scolaires, école de plus en plus sélective qui laisse déjà 120 000 jeunes sans qualification chaque année. Si les élections peuvent être l'occasion de donner de la voix, elles n'ont jamais fait de miracles...

## Pour une autre école : la mobilisation de toutes et tous

Un an de lutte contre la réforme du collège, plusieurs mois de lutte contre la loi travail, ce gouvernement est sourd aux revendications de la rue. Ce n'est pourtant pas le moment de se décourager : seule l'amplification des luttes, la volonté de nous gouverner nous-mêmes, nous redonnera confiance et construira de nouvelles solidarités. En cette rentrée, les grèves du 8 et du 15 septembre sont les premiers jalons de ce mouvement d'ensemble à poursuivre.

Camille Sediart

## CHAMBÉRY (73) Combattre la loi des patrons

Le 14 septembre aura lieu à Chambéry le procès en appel du salarié lanceur d'alerte et de l'inspectrice du travail de Tefal, condamnés en première instance. Ce sera l'occasion d'une nouvelle mobilisation interprofessionnelle contre la répression du mouvement social, en présence notamment de Philippe Poutou.

Le 4 décembre dernier, Laura Pfeiffer était condamnée à une peine de 3 500 euros d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel d'Annecy sur plainte de la société Tefal, pour avoir utilisé des documents internes démontrant l'organisation d'un système de pression à son contre visant à obtenir sa mutation. Le salarié qui lui avait remis ces documents a aussi écopé de la même peine...

## MobiliséEs contre la répression d'État

Comme le soulignent les syndicats de Tefal et l'intersyndicale CGT-SUD-FO-CNT-FSU du ministère du travail, la plainte vise surtout à discréditer l'activité de contrôle de l'inspection du travail et à entraver la liberté d'expression sur les agissements des patrons. Car pendant que le procureur d'Annecy décidait de poursuivre l'inspectrice du travail, il classait sans suite



Le 5 juin 2015 lors du premier rassemblement devant le palais de justice. DR

ses procès-verbaux relevant les infractions au droit du travail commis par Tefal. L'interpro de Savoie et l'intersyndicale du ministère du Travail appellent à un rassemblement devant le palais de justice de Chambéry le jour de l'audience. Philippe Poutou y sera présent pour le NPA.

Avant les procès Air France et Goodyear, cette journée sera la première étape d'une séquence de mobilisation contre la répression d'État qui vise toutes celles et ceux qui cherchent à s'affronter au pouvoir patronal ou à défendre les droits des salariéEs. Comité inspection du travail Île-de-France

## CENTRE HOSPITALIER DU ROUVRAY (76)

« On est en train de se battre pour le maintien de la psychiatrie en tant que spécificité médicale »

Entretien. Depuis le 29 août, le personnel du Centre hospitalier du Rouvray, « hôpital de référence » pour la psychiatrie en Seine-Maritime, est en grève reconductible contre les « effectifs cibles », un projet visant à ponctionner des agents dans les services pour constituer une équipe de remplacement afin de combler ponctuellement les manques de personnel... La lutte est animée par le syndicat CGT et un collectif de jeunes soignantEs non syndiqués. Nous avons interviewé Bruno, membre de la direction de la CGT, et Clément, membre du collectif soignant.



# CALAIS Avec les migrantEs ou avec les patrons et les racistes, il faut choisir!

Voilà une manifestation qui n'a pas été réprimée... À Calais ce lundi 5 septembre, malgré l'interdiction de toute manifestation depuis six mois, agriculteurs, routiers, commerçants et syndicats de flics ont pu bloquer l'autoroute et la rocade en chantant la Marseillaise, sous l'œil complaisant de la police et avec le soutien de Sarkozy et Le Pen...



Lundi 5 septembre, défendre Calais... et les migrantEs? DR

Leurs représentants ont été reçus par la préfète qui a promis un démantèlement rapide de la « jungle », des indemnités pour les agriculteurs et les entreprises de transport ainsi que 200 flics supplémentaires.

Il y a déjà eu 3200 morts en Méditerranée cette année. Mais ça ne fait pas la Une de la rentrée, même plus la petite larme des discours hypocrites. Les temps sont à la traque: de Calais à Paris en passant par tout le littoral de la Manche, cet été, les flics ont expulsé, arrêté, nassé. Ainsi, depuis juillet, pas un campement n'a tenu plus de quelques nuits (le plus souvent même pas une seule) autour de Stalingrad et Jaurès à Paris. Il y a six mois, la destruction de la zone sud du bidonville de Calais avait donné lieu à des campements sur tout le littoral: Dieppe, Caen, Cherbourg, Choques, Steenvoorde. Les uns après les autres, ces campements ont été détruits ces dernières semaines. À Calais, il y a aujourd'hui bien plus de migrantEs dans ce qui reste du bidonville qu'avant l'expulsion!

Cette logique qui broie les migrantEs ne fait qu'exacerber les tensions. Alors, sur fond de discours racistes, la situation s'envenime. Le vocabulaire lui-même a changé: les migrantEs ne sont même plus de pauvres et gentilles victimes à qui il faudrait expliquer qu'il faut repartir, mais sont désormais présentés comme violents, agressifs, en proie à des gangs...

C'est dans ce contexte que la coalition créée en janvier dernier à Calais, dans la foulée des différends collectifs « citoyens » et racistes (souvent liés à l'extrême droite), a appelé à manifester ce lundi. Sa logique est celle du pouvoir et des patrons: taper plus fort, plus de flics et plus d'exonérations fiscales pour les entreprises (établissement d'une zone franche). Des revendications reprises par le secrétaire général de la CGT portuaire de Calais!

## L'autre voie

En juin dernier, un convoi organisé vers Calais par les syndicats britanniques avait été bloqué à Douvres par les flics et empêché de passer. Cette manifestation a montré la possibilité d'une jonction entre syndicats et mouvements antiracistes des deux côtés de la Manche pour réclamer l'ouverture des frontières, contre les gouvernements des deux pays, contre la politique de l'UE, contre les racistes.

Mettre en place ces liens entre travailleurEs des deux pays et une solidarité de lutte avec les migrantEs serait une voie autrement productive pour toute la région que la guerre de toutEs contre toutEs que développe la politique des barbelés et de la précarisation. Pour le plus grand bonheur du Front national... Et ce mardi 6 septembre, les flics ont encore nassé des migrantEs à Jaurès et Stalingrad à Paris. Comme une réponse du pouvoir aux racistes de Calais... Ce qui défigure et détruit Calais détruit aussi nos quartiers.

Dockers, conducteurs de trains ou de cars, employés des aéroports, enseignantEs et travailleurEs sociaux: ce qui fait l'économie de la société est aussi ce qui peut bloquer l'économie de la traque des migrantEs. À Menton, un conducteur est menacé de sanctions par son patron parce qu'il a refusé que son car soit réquisitionné par la préfecture pour expulser des migrantEs vers l'Italie. Contre les patrons, le pouvoir et les frontières, notre camp est bien celui des migrantEs!

Denis Godard

## CONFLIT LAITIER La FNSEA trahit les éleveurs et signe un accord au rabais avec Lactalis

La guérilla n'aura pas duré longtemps et le géant de l'industrie laitière peut se froter les mains...

La FNSEA, qui estimait fin 2015 à 340 euros la tonne le prix minimum pour qu'un producteur couvre ses charges d'exploitation et s'accorde un salaire décent... a accepté in fine 280 euros maintenant et 300 euros en décembre, ce qui porte à 275 euros le prix moyen sur l'année.

Ce n'est pas tant la trahison des intérêts de ses mandants qui surprend que la précipitation: levée du blocage du siège de Lactalis, annulation des actions annoncées, signature d'un accord au rabais mais qui porte le prix payé par l'industriel au même niveau que ses concurrents. Cela alors que les opérations programmées



La pression sur Lactalis (trop) vite retombée. DR

dans les grandes surfaces auraient à l'évidence rencontré la sympathie de la population en dénonçant les surprofits des industriels.

### Haro sur l'agro-business!

La FNSEA accepte que la grande majorité des producteurs vendent à perte. Pour les prétendus performants, les prix imposés les condamneront à tenter de survivre en augmentant encore leur production. On peut compter sur le gouvernement pour les encourager à grossir et s'endetter au nom de la compétitivité de la « ferme France ». L'Europe

met un peu d'argent sur la table pour encourager une baisse de la production, cela après avoir supprimé les quotas! Mais s'il faut des mesures d'urgence pour aider les producteurs sinistrés, c'est le nombre d'actifs agricoles qui doit être pris en compte, pas le nombre de litres ou de vaches.

Les éleveurs sont désemparés par l'arrêt brutal des mobilisations, mais les raisons qui les ont poussés à manifester n'ont pas disparu. Il y a fort à parier que le mouvement repartira, avec ou sans les chefs syndicaux. Ce mouvement, s'il met à juste titre en avant la rémunération des producteurs, est très flou sur les moyens d'y parvenir: la majorité des agriculteurs ne remet pas en cause le capitalisme ni le productivisme. Mais en ciblant l'agro-industrie, la FNSEA a désigné sans le vouloir l'ennemi à abattre!

Gérard Florenson

## JACQUELINE SAUVAGE Quelle justice pour les femmes victimes de violences sexistes?

Après 47 ans de violences conjugales, Jacqueline Sauvage est condamnée en 2012 à 10 ans de prison pour le meurtre non prémédité de son mari après qu'elle a subi un énième passage à tabac. Une peine confirmée en appel, sur des chefs d'inculpation visant à criminaliser les victimes de violences et à nier la notion d'emprise et de domination ainsi que la menace pesant sur sa vie.

Il lui est reproché de n'avoir jamais porté plainte. Or nous savons que sur les plus de 200 000 femmes qui subissent, chaque année, des violences de la part de leur ancien ou actuel partenaire, seules 10% d'entre elles portent plainte car le système judiciaire ne protège pas les femmes victimes de violences, leur oppose une totale incrédulité, condamne rarement les auteurs de violence et, souvent, les relâche rapidement, malgré les risques de représailles sur la femme ayant déposé plainte. De plus, les femmes battues ne peuvent souvent pas s'enfuir, subissant des menaces, vivant dans un état de soumission et de terreur permanent et souvent subordonnées financièrement.

Lors de ses procès, Jacqueline Sauvage a plaidé la légitime défense, notion de droit dégageant de toute responsabilité pénale et recouvrant des actes « proportionnés, nécessaires et concomitants à l'agression ». La légitime défense n'a été retenue à aucun de ses deux procès car sa riposte n'aurait pas été « immédiate »...

### Légitime défense différée

Compte tenu des 134 victimes de féminicide dénombrées l'année dernière, le sentiment de danger de mort imminent est avérée et doit être pris en compte juridiquement. Il devient urgent de redéfinir la légitime défense, une femme victime de violences sexistes étant toujours en état de légitime défense. Un projet de loi est en préparation afin d'intégrer à l'arsenal juridique la notion de légitime défense « différée » ou de « présomption de légitime défense » qui prendrait en considération les rapports antérieurs existants entre l'auteur et la victime, et de ce fait la mise en danger permanente de la vie des femmes battues. Les institutions ne font pas de l'assistance aux femmes battues une priorité: Jacqueline Sauvage s'est retrouvée 4 fois aux urgences, a tenté de se suicider, des plaintes de ses voisines déposées, sans que cela n'alerte les autorités. Et malgré les multiples mobilisations féministes et la grâce partielle accordée par Hollande, sa liberté anticipée a été rejetée.

Il faut donc se battre pour sa relaxe, mais également pour la reconnaissance du féminicide et de la légitime défense différée, ainsi que pour un meilleur système de prise en charge des victimes, pour une éducation et une prévention contre les violences sexistes et le système patriarcal qui les cautionne, afin que plus aucune femme n'ait à subir ce supplice.

Sophie Rennes

Version intégrale: <https://npa2009.org/actualite/feminisme/laffaire-jacqueline-sauvage-quelle-justice-pour-les-femmes-victimes-de-violences>

### Comment a débuté votre action?

**Bruno:** Le syndicat CGT a été interpellé par des collègues infirmiers, infirmières, aides-soignants par rapport à la mise en place du pôle de remplacement et des « effectifs cibles ». Ce pôle de remplacement sera composé d'agents retirés des services. Il ne s'agit pas d'embauche statutaire mais de redéploiement de personnel, qui sera retiré de services déjà en souffrance en raison de la charge de travail et du manque de personnel.

**Clément:** Dans la majorité des cas, cela va être imposé à des jeunes diplômés qui sont encore en contrat à durée déterminée et qui n'ont pas forcément le choix. On est déjà dans une souffrance dans les unités, à cause d'un manque évident de personnel qui a un impact sur la prise en charge des patients. La solution que

l'administration nous a proposée tend à nous rendre encore plus précaires. Cette inquiétude s'est exprimée au sein d'une assemblée générale menée par la CGT. Nous avons décidé de constituer un pôle qui ne soit pas nécessairement syndiqué parce qu'on peut être sensibilisé par rapport à la vie et aux conditions de travail, dans l'hôpital, sans forcément être syndiqué.

### Quels sont les buts de ce collectif soignant?

**Clément:** On y parle de notre travail au quotidien, dont les conditions ne sont pas évidentes, mais sont maintenues par abnégation professionnelle, parfois par sacrifice de notre temps personnel. Cela peut créer des souffrances et mener à des « burn out ». Ces derniers temps, il y a eu des suicides d'infirmiers dans de nombreux hôpitaux de France. Nous sommes

une profession qui est en souffrance, qui a du mal à se faire entendre dans la mesure où l'on a une obligation légale de prise en charge du patient.

### Comment menez-vous votre action?

**Bruno:** D'abord sensibiliser, dans la mesure où il y a encore des gens dans le doute. Mais ce qui nous rassure, c'est que l'on voit aux AG ou sur le piquet de grève beaucoup de jeunes. Les effectifs de l'hôpital se sont considérablement rajournés et la direction commence à voir que les gens ne sont pas décidés à se laisser faire. Toutes les décisions sont prises en assemblée générale. Nous organisons des piquets de grève, des distributions de tracts. Nous en sommes à notre deuxième action de barrage filtrant à l'entrée de l'hôpital. Quant aux patients, ils ne passent plus par le service d'accueil et d'urgence, et sont



Le Rouvray en grève reconductible! DR

directement dirigés vers leurs secteurs géographiques.

**Clément:** Nous avons reçu le soutien d'élus locaux et départementaux et d'autres centres hospitaliers, ce qui nous donne une légitimité pour la défense de nos revendications.

**Bruno:** Certains médecins envisagent de nous rejoindre pour intervenir auprès de la direction en supportant notre plateforme revendicative. Certains sont critiques par rapport à nos modalités d'action, avec le transfert direct des malades dans les services qui est une charge de travail supplémentaire.

**Clément:** Comme le dit Bruno, il y a une génération de jeunes soignants qui n'ont pas une habitude de revendications et d'actions de cette ampleur. Cela nécessite un temps de mise en place, mais globalement, ce qu'on en retire est quelque chose de très favorable, et on peut même se dire qu'on est en train de se battre pour le maintien de la psychiatrie en tant que spécificité médicale que certains tentent de détruire. **Propos recueillis le samedi 3 septembre par Jean-Claude Delavigne**



**Fête de l'Humanité**

# Le NPA est (toujours) dans la place!



## Programme du stand du NPA

### SAMEDI 10 SEPTEMBRE :

**14 H : OLIVIER BESANCENOT** dédicacera son dernier livre, *Petit Dictionnaire de la fausse monnaie politique* (2016, Cherche-Midi)

**15 H : SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE :** interventions d'un représentant du HDP de Turquie, d'un militant palestinien et d'Olivier Besancenot

**16 H : INTERVENTION DE PHILIPPE POUTOU,** candidat du NPA à l'élection présidentielle, présentée par Armelle Pertus

**17 H : FLORENCE JOSHUA** dédicacera son livre *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement* (2015, La Découverte)

**18 H : MARWAN MOHAMMED** dédicacera son livre *Islamophobie, comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »* (2013, La Découverte)

### DIMANCHE 11 SEPTEMBRE :

**15 H : DOMINIQUE NATHANSON** présentera le livre de l'UJFP, *Une parole juive contre le racisme* (2016, Syllepse)

*Du vendredi 9 au dimanche 11 septembre, le NPA sera présent à la Fête de l'Humanité.*

**D**epuis que le PCF a ouvert à d'autres forces politiques la possibilité d'y être présentes, le NPA n'a jamais manqué d'y tenir un stand avec la présence de la librairie La Brèche. C'est en effet l'occasion de venir y rencontrer des militantEs venus de toute la France et bien au-delà, puisque des organisations de plus de 120 pays s'y retrouvent également.

Cette année, nous voulons partager avec toutes celles et ceux qui le souhaitent les débats qui traversent nos quartiers, nos organisations syndicales ou associatives, aiguës par les expériences et les tensions que nous avons vécues ces derniers mois : mobilisations contre la loi travail avec ses formes diverses (manifs, grèves, blocages, occupations des places...) dans lesquelles sont apparues de nouvelles

générations de luttes : étudiantEs, salariéEs (particulièrement dans des petites entreprises avec peu ou pas de tradition d'organisation et de lutte), précaires, etc.

Et le bilan à tirer toutEs ensemble n'est surtout pas à écrire au passé, mais il s'agit de débattre de quoi faire maintenant : contre l'application de la loi travail, la répression qui frappe tous azimuts (manifestantEs organisés ou non), la riposte aux nouvelles attaques du gouvernement qui ne compte pas en rester là...

Les réponses seront dans la rue, mais aussi dans les débats politiques, à commencer évidemment par celui de la présidentielle qui commence dans un contexte insupportable. Les candidatEs à la primaire du PS et de la droite ont choisi de débattre sur le terrain du FN qui peut presque se taire : nationalisme, sécuritaire et va-t-en-guerre contre les ennemis extérieurs et intérieurs, relents insupportables de racisme (islamophobie, contre les réfugiéEs et tous les migrantEs) pour diviser et dévoyer la légitime colère du



L'an dernier, le NPA à la fête... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

monde du travail. Y résister sont des préoccupations partagées par celles et ceux qui seront à cette Fête de l'Humanité, mais les réponses sont diverses. C'est donc l'occasion d'en discuter.

Les militantEs du NPA seront bien présents pour en débattre : autour d'un tract, de notre presse, de merguez-frites ou d'un verre, mais aussi dans des interventions politiques et des animations de la librairie La Brèche sur notre stand. Cette

année, nous accueillons également des salariéEs de Sanofi, toujours mobiliséEs. Enfin, ce sera aussi la fête sur notre stand avec des soirées musicales vendredi et samedi soir animées par les DJ du NPA.

Par ailleurs, Christine Poupin interviendra pour le NPA au débat organisé par Ensemble sur leur stand, samedi à 14 h 30, autour de la rentrée sociale et politique. À ce week-end!

**Cathy Billard**



SOPHIE BÉROUD



FRANÇOISE DAVISSE



FRANÇOIS RUFFIN





**Essai**

**Pourquoi les riches sont-ils de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres ? Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, illustrations de Étienne Lécroart**

La ville brûle, 2014, 8,50 euros

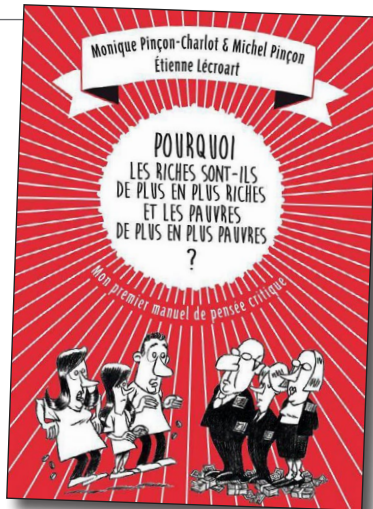
Les deux sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, connus pour dénoncer l'entre-soi des riches et des puissants, ont écrit un petit ouvrage à l'intention des jeunes... mais qui peut tout aussi bien être lu par les moins jeunes. Sous la forme d'un questionnaire tel que les enfants le formulent, les deux auteurs expliquent de manière très claire la façon dont les riches se sont enrichis – et continuent de s'enrichir – ainsi que la perpétuation de la reproduction des classes sociales. Non la richesse des uns et la pauvreté des autres ne sont pas une fatalité...

Mais d'où vient cette richesse, comment plus de richesse d'un côté entraîne plus de pauvres et de pauvreté de l'autre côté ? Les riches ou les patrons sont-ils nécessaires ? Cette société divisée en classes sociales est-elle inéluctable et un autre monde est-il possible ? Voilà quelques questions posées à la jeunesse qui est censée construire le monde de demain. Tout au long du discours, quelques chiffres soulignent l'aberration de la concentration des richesses et le gaspillage que cela signifie. Adressé à la deuxième personne du singulier, il se veut être un véritable manuel, sorte de mode d'emploi de la pensée critique et

de l'engagement politique. Les dessins humoristiques d'Étienne Lécroart rendent la lecture d'autant plus ludique. Un poème de Robert Desnos est mis en exergue, illustrant bien les propos du livre :

*Le Capitaine Jonathan,  
Étant âgé de dix-huit ans,  
Capture un jour un pélican  
Dans une île d'Extrême-Orient.*

*Le pélican de Jonathan  
Au matin, pond un œuf tout blanc  
Et il en sort un pélican*



Lui ressemblant étonnamment

*Et ce deuxième pélican  
Pond, à son tour, un œuf tout blanc  
D'où sort, inévitablement  
Un autre qui en fait autant.*

*Cela peut durer pendant très longtemps  
Si l'on ne fait pas d'omelette avant.*

Un petit livre bien utile pour la compréhension de notre monde... et pour agir dans l'objectif de le transformer.

Béa et Phil

**Prière de ne pas lire...**

**Avatar de rentrée...**

Des livres, tous sur le même sujet, qui vont se vendre... et qu'il n'est pas conseillé d'acheter :

- Éric Zemmour, *Un quinquennat pour rien* (Albin Michel)
- Hervé Asquin, *L'Élysée selon Hollande* (L'Archipel)
- Cyril Graziani, *le Premier Secrétaire de la République* (Fayard)
- Jean Garrigue et Jean Rulhmann, *Élysée Circus* (Taillandier)
- Fabrice Lhomme et Gérard Danet, *Un président ne devrait pas dire ça* (Stock)
- Elsa Freyssinet, *Ça n'a aucun sens* (Plon)
- François Bazin, *les Ombres d'un président* (Plon)
- Antonin André et Karim Rissouli, *Conversations privées avec le président* (Albin Michel)
- No comment!
- Catherine Segala



**Cinéma**

**Divines de Houda Benyamina**

Avec Oulaya Amamra, Déborah Lukumuena et Jisca Kalvanda. Sortie le mercredi 31 août 2016

Caméra d'or, c'est-à-dire meilleur premier film toutes sélections confondues, du dernier Festival de Cannes, *Divines* de Houda Benyamina, présenté dans le cadre de la Quinzaine des réalisateurs, a été l'une des sensations sur la Croisette. Deux jeunes filles d'une cité, Dounia (Oulaya Amamra) et Maïmouna (Déborah Lukumuena), font les 400 coups dans leur quartier qu'elles rêvent de quitter par la grande porte. Pour cela, elles se rapprochent de la dealeuse principale de la cité, Rebecca (Jisca Kalvanda). Elles font rapidement leurs « classes » dans ce monde dangereux, ce qui vaut à Dounia une réplique de Rebecca que la réalisatrice a répété sur la grande scène du Palais des festivals en venant chercher son prix : « t'as du clito ! »

Après *Bande de filles* de Céline Sciamma en 2014, il s'agit du deuxième film français qui voit la cité du point de vue de jeunes femmes/ados. Il y a donc des similitudes, mais les deux films sont très différents. *Divines* est beaucoup plus sombre, plus pessimiste. Ainsi la bluette de Dounia avec un vigile, aussi jeune danseur d'un ballet contemporain (Kevin Mischel), lorsqu'elle est enfin assumée, se révèle finalement impossible.

La jeune Dounia est vite ramenée à sa condition : la cité. Elle n'y vit même pas mais dans un bidonville de Roms juste à côté, où sa mère se prostitue et son grand frère se travestit pour faire de la danse orientale. L'école, elle la quitte avec fracas, tournant la dos à un BEP dont elle n'a que faire, pour se faire dealeuse en espérant faire fortune et donc quitter ce monde dont elle connaît tous les recoins. Mais chaque fois que le film laisse

croire que tout va bien pour Dounia et Maïmouna, un événement ruine leurs minces espoirs... Cependant, malgré quelques maladresses formelles et une histoire parfois convenue, le film donne un sentiment de grande fraîcheur, comme un tourbillon généré par la réalisatrice et ses jeunes actrices à l'énergie aussi débordante que les personnages qu'elles incarnent à l'écran.

Olivier Sillam



**Un petit boulot de Pascal Chaumeil**

Avec Romain Duris, Michel Blanc et Alice Belaïdi. Sortie le mercredi 31 août 2016

Ça se passe quelque part dans le Nord ou en Belgique. L'usine a fermé après un « dégraissage » pour prétendument la sauver. Il n'y a plus de travail sauf la débrouille et, quand on a de la chance, des jobs où on est en permanence soumis au chantage au licenciement. Il y a Gardot, genre Dédé la Saumure qui ferait dans le poker clandestin. Lui a de l'argent. Un jour, il propose à Jacques un « petit boulot » : liquider sa femme. Jacques ne rêve que d'un vrai travail et de retrouver une compagne. Mais le monde



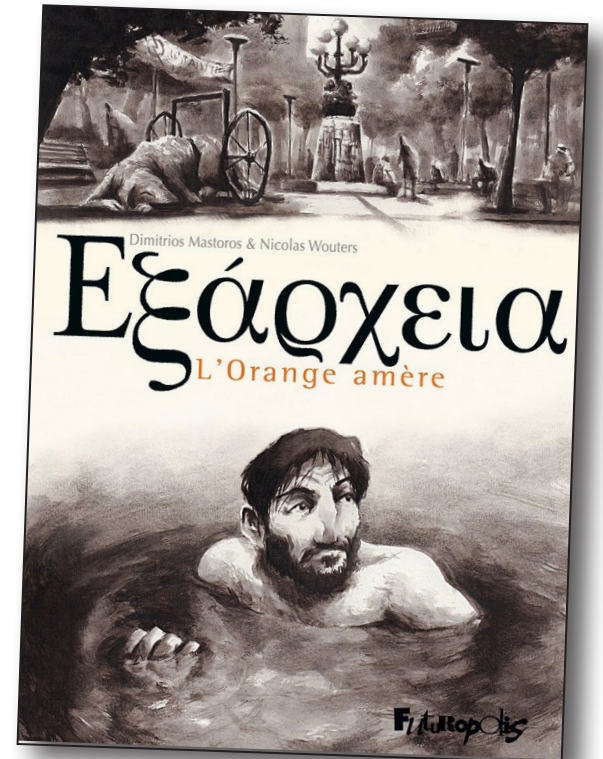
est ce qu'il est... et il a toujours été un ouvrier sérieux. Tuer, c'est finalement un boulot quand des gens dans des bureaux ruinent des vies sans état d'âme... Ce n'est pas dénué d'humour et les principaux acteurs sont très bons. Un film qui se laisse voir avec plaisir. On aurait pu certes penser à un autre mode d'adaptation pour le livre de Iain Levison (aux éditions Liana Levi) qu'on ne saurait trop recommander. Son titre original était plus explicite : *Since the layoffs* (« Après les licenciements »).

Henri Wilno

**Bande dessinée**

**Exarcheai. L'Orange amère, scénario de Nicolas Wouters et dessin de Dimitrios Mastoros**

Futuropolis, 2016, 24 euros



Considéré comme un haut-lieu des idées anarchistes, c'est dans le quartier d'Athènes d'Exarcheia qu'ont commencé les émeutes en Grèce de décembre 2008, après la mort d'un adolescent tué par balle par un agent de police dans le quartier. C'est également là que bien plus tôt a débuté le soulèvement contre la dictature des colonels, en novembre 1973. C'est donc ce quartier touché de plein fouet par la crise, qui donne son nom à cette BD pour laquelle le dessinateur qui y a grandi exprime tout son talent.

Nous y suivons les pas de Nikos, étudiant de retour dans le quartier de son enfance pour y retrouver son oncle et sa tante qui tiennent un bistro. Ses rencontres et pérégrinations sont prétexte à une peinture sociale du quartier. D'abord, les effets terribles de la crise et de la cure d'austérité, avec des services publics tout aussi mal en point (la présentation des urgences de l'hôpital est édifiante) que certains de ses habitants (en particulier ceux rongés par la drogue). Puis la pression d'une situation politique assez dépressive, avec l'ombre des néo-nazis d'Aube dorée qui plane sur le quartier et la figure des boucliers menaçant des « forces de l'ordre » grecques qui font des descentes. Enfin, un peu d'espoir, avec la mobilisation des habitantEs du quartier qui ont pris possession d'un ancien parking transformé en parc. Et la résistance, toujours, à l'air du temps et à ses conséquences... Si le récit, qui prend quelques chemins de traverse, peut quelquefois dérouter, le dessin, de toute beauté, porte véritablement l'histoire, une narration laissant la place à de nombreuses pages muettes ou quasi muettes. Première œuvre de son jeune dessinateur de 27 ans qui a dû y mettre de ses souvenirs de jeunesse, cette BD donne un coup de canif dans la grisaille quotidienne de la crise sociale et économique qui traverse le pays depuis plusieurs années. Comme le dit la conclusion, « ça se rafraîchit »... mais le pire n'est jamais sûr.

Manu Bichindaritz

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**

**librairie**  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h



**Vos deux dernières ouvrages donnent le ton dès leurs titres: Dire non (2014) et Dire nous (2016). Une rapide explication de texte: Qui est ce « nous »? Et à quoi dit-il « non »?**

Dire non et Dire nous sont deux livres issus de l'expérience collective de Mediapart, journal indépendant et participatif qui s'appuie sur les potentialités démocratiques de la révolution numérique. Dire non portait de la réflexion du communiste italien Antonio Gramsci, emprisonné par le fascisme jusqu'à sa mort, à propos de la crise – celle de 1929-1930. Il la définit comme un moment de transition entre un vieux monde qui meurt mais qui s'accroche, tandis qu'un nouveau monde n'est pas encore né, ayant du mal à se frayer son chemin. Mais c'est la suite de la citation qui importe: « Pendant cet interrègne, poursuit Gramsci, on observe les phénomènes morbides les plus variés. » Ce qu'une traduction plus poétique a ainsi résumé: « Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et, dans ce clair-obscur, surgissent les monstres. »

C'était donc un cri d'alarme contre les monstres à venir, et c'est peu dire que nous avons été servis en 2015 et 2016. Ces monstres ont double visage. D'abord, celui des tueurs d'humanité qui ont figure de terroristes, ces jeunes égarés sur un chemin de perdition où ils rencontrent une idéologie totalitaire, faite de haine de la vie, de la pluralité, de la liberté. Mais aussi celui des briseurs de fraternité qui, s'appuyant sur l'émotion et l'effroi suscités par les attentats, font le choix d'une politique de la peur qui met en congé la société, la brutalise et la divise, en cherchant des boucs émissaires pour faire diversion et ainsi sauver leur domination.

Dire « non » à tous ces monstres, c'est inventer un « nous », d'où le second livre. Un « nous » qui ne soit pas d'exclusion, de rejet et de fermeture, mais de solidarité concrète et d'humanité partagée. Dire nous – et c'est, selon moi, la responsabilité de toutes celles et tous ceux qui se réclament de l'émancipation –, cela signifie relever la promesse démocratique dans sa radicalité originelle, qui inclut l'exigence sociale: sans distinction d'origine, de naissance, de croyance, d'apparence, de sexe ou de genre, nous naissons libres et égaux en droit; nous avons le droit d'avoir des droits, de les défendre, de les conquérir, de les revendiquer, de les inventer.

Ce « nous » est donc un chemin, celui des causes communes de l'égalité, là où nous vivons, habitons, travaillons, au plus près de nos réalités quotidiennes.

**Après une dramatique année 2015, 2016 nous redonne un peu d'espoir, avec en particulier le mouvement contre la loi travail. Que peut-on attendre de 2017? La présidentielle va-t-elle reléguer tout cela dans l'ombre?**

Même si elle peut servir de tribune, nous savons, d'expériences douloureuses répétées, que la présidentielle est un piège, le moyen d'une confiscation de la volonté populaire au service d'une aventure personnelle. Quelle que soit l'issue en 2017, la question centrale est celle de notre propre agenda, celui de la société, de ses mouvements, de ses mobilisations. Comment le faire valoir, comment l'imposer, comment ne pas être prisonnier d'une élection qui symbolise la crise démocratique française, son absence de contre-pouvoirs, de diversité parlementaire, de délibération véritable, de représentation des classes populaires, etc.? Comment faire pour sortir de cette « tyrannie douce » – l'expression est de Tocqueville qui n'était vraiment pas un révolutionnaire – où le peuple

# «Quelle que soit l'issue en 2017, la question centrale est celle de notre propre agenda, celui de la société, de ses mouvements, de ses mobilisations»



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILU

**Entretien. Journaliste, essayiste et cofondateur de Mediapart, Edwy Plenel était l'invité il y a deux semaines de notre université d'été.**

sort de sa servitude tous les sept ans hier, tous les cinq ans aujourd'hui, pour choisir un maître, avant de retourner à son triste sort?

Pour moi, au-delà des affinités partielles des uns et des autres, c'est la question posée à toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés ces derniers mois sur l'état d'urgence, sur la déchéance de nationalité, sur la solidarité avec les migrants, sur la loi travail, sur les discriminations et l'islamophobie, sur la corruption et les paradis fiscaux, etc. Comment transformer ces liens concrets, tissés dans des résistances partagées, en dynamique politique rassembleuse? L'une des pistes pourrait être de viser les législatives et de préparer, dès aujourd'hui, des listes ancrées dans les réalités locales et les solidarités déjà expérimentées.

**Cet été, la France a franchi un nouveau cran dans la stigmatisation des musulmans, en particulier des femmes. Comment expliquer l'hystérie islamophobe actuelle en France, très critiquée par d'autres pays?**

Il y a deux dimensions. D'abord, la ruse habituelle de la domination quand elle se sent fragile et menacée: inviter le peuple à s'en prendre à lui-même, à chercher en son sein des boucs émissaires, à se monter les uns contre les autres au nom de l'origine, de l'apparence, de la croyance. Cela a toujours été la fonction politique de la xénophobie et du racisme: une machine à banaliser et, plus encore, à naturaliser l'inégalité en installant un bouc émissaire principal de façon à faire accepter toutes les hiérarchies sociales, culturelles, sexuelles. Bref, la crispation et la nécrose identitaires, sous toutes les latitudes, servent de cheval de Troie aux tenants de l'inégalité naturelle contre le camp de l'égalité qui affirme que nul n'est assigné à son origine, à sa naissance, à son apparence, etc. Mais, dans le cas français, et cela explique l'étonnement mondial, s'ajoute le poids spécifique, toujours présent et actif, de la question coloniale, ce que l'historien Benjamin Stora a appelé le « sudisme » français, par allusion aux sudistes nord-américains imprégnés de supériorité de la race blanche, de bonne conscience esclavagiste, de longue durée raciste

et discriminatoire. De Chevenement invitant les musulmans à se faire discrets, affirmant de plus que la classe ouvrière « française » – en fait il veut dire « blanche » – a disparu en Seine-Saint-Denis, à Fillon, se livrant à un véritable négationnisme historique sur les crimes contre l'humanité qui ont accompagné la projection brutale de l'Europe sur le monde, c'est ce fantôme colonial qui continue de hanter notre vie politique.

**Pour s'opposer efficacement au néolibéralisme, il faut pouvoir proposer quelque chose à la place, un nouvel imaginaire, un projet politique alternatif. D'après vous, où trouver les germes de ce projet?**

En revenant tout simplement aux sources de l'espérance démocratique et sociale qui a fini par donner naissance aux diverses expressions politiques du mouvement ouvrier et social – socialisme, anarchisme, communisme, trotskisme, etc. En enjambant le 20<sup>e</sup> siècle et ses catastrophes, aussi bien sociales-démocrates (l'union sacrée de 1914 et la conversion à l'ordre dominant) que stalinienne (la trahison des idéaux par un système bureaucratique totalitaire). En retrouvant ce « réel de l'utopie » dont parle fort bien l'historienne Michèle Riot-Sarcey dans un livre récent qui fait revivre des « démo-soc », à la fois radicalement démocratiques et fermement sociaux, qui furent les premiers combattants

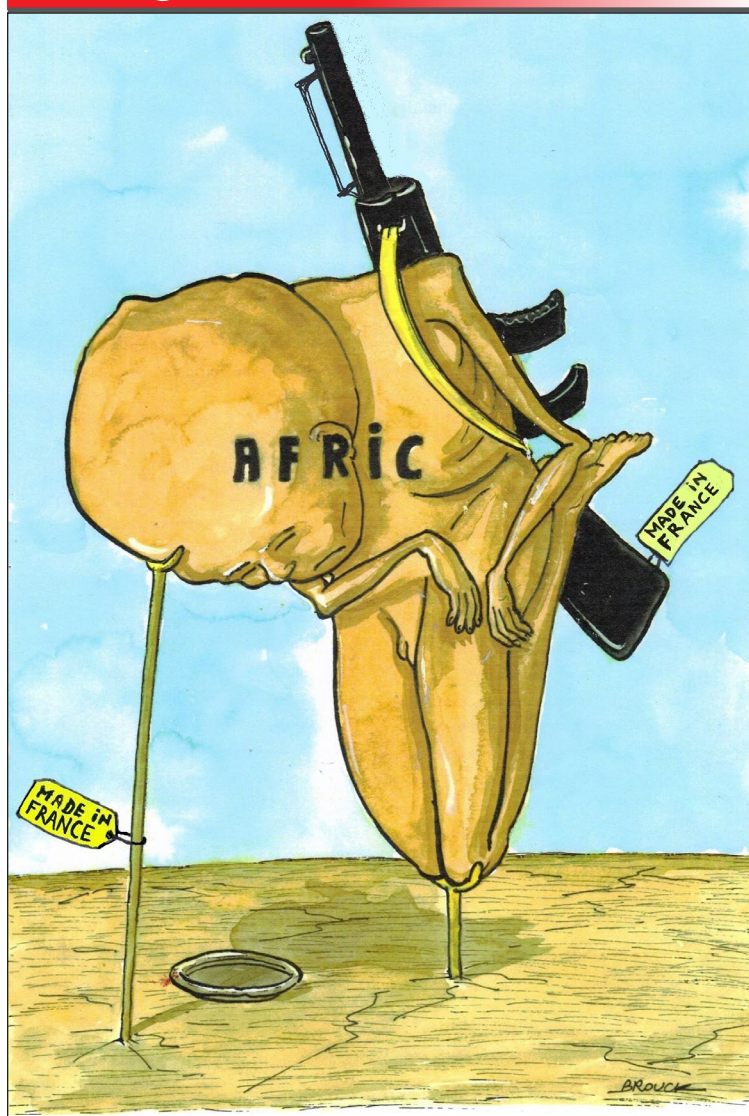
de la liberté entre 1830 et 1848. La crise de civilisation, aussi bien économique, démocratique, écologique, cette catastrophe annoncée dans laquelle nous entraîne ce monde oligarchique d'inégalités creusées et d'injustices renforcées, invite à retrouver cet imaginaire originel où l'exigence démocratique radicale – c'est-à-dire prenant la question démocratique à la racine même, dans sa promesse d'égalité – peut mettre en mouvement le plus grand nombre.

**Vous concluez Dire nous par un appel aux jeunes auxquels le système ne laisse aucune place. Pourquoi la jeunesse joue-t-elle un rôle spécifique, et comment peut-elle changer la donne?**

Il ne s'agit pas d'idéaliser telle ou telle classe d'âge. Mais, simplement, de dire à la jeunesse, qui a toujours moins à perdre que les plus âgés, encombrés qu'il sont par le poids des années, et donc qui est capable de plus risquer, qu'elle n'est pas devant une fatalité insurmontable. Que, bien au contraire, elle peut retrouver la fraîcheur de ces idéaux démocratiques que le monde qui meurt sous ses yeux n'incarne plus. Averties par les leçons souvent amères du 20<sup>e</sup> siècle, les nouvelles générations ont une chance qu'elles doivent saisir: inventer des réponses nouvelles en retrouvant un passé plein d'à présent.

**Propos recueillis par Manuel Cervera-Marzal**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### RAVAGES DE LA POLITIQUE PROFESSIONNELLE.

**MONDE diplomatique** En septembre, les États-Unis célèbrent la fête du travail. Cette année, elle aura ceci de singulier que nombre d'ouvriers ou d'employés – blancs et masculins, en particulier – se seront pressés aux meetings du candidat républicain. [...] Qu'un milliardaire new-yorkais dont le programme fiscal est encore plus régressif que celui de Ronald Reagan et dont les pratiques (fabrication de ses produits au Bangladesh et en Chine, emploi de sans-papiers dans ses hôtels de luxe) contredisent la plupart de ses proclamations puisse se métamorphoser en porte-voix du ressentiment ouvrier tiendrait davantage de la gageure si le syndicalisme n'avait pas été affaibli. Et si, depuis près de quarante ans, les partis progressistes occidentaux n'avaient pas substitué sans relâche à leurs militants et cadres issus du monde du travail des professionnels de la politique et des relations publiques, des hauts fonctionnaires et des journalistes lovés dans une bulle de privilèges.

La gauche et les syndicats réalisaient autrefois un travail quotidien d'éducation populaire, de maillage territorial, d'« encadrement » intellectuel des populations ouvrières. Ils mobilisaient politiquement leurs membres, les poussaient vers les urnes lorsque leur destin était en cause, leur garantissaient une protection sociale quand leur avenir économique était menacé. Ils rappelaient à chacun les avantages de la solidarité de classe, l'histoire des conquêtes ouvrières, les dangers de la division, de la xénophobie, du racisme. Ce travail ne se fait plus, ou moins bien. On voit qui en profite.

« Dérangements politiques », Serge Halimi, le Monde diplomatique, septembre 2016

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b>
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)